

En commun

La revue de la laïcité en province de Liège #02

juillet > septembre 2026



Nouvelle vague

La jeunesse face
aux défis d'aujourd'hui

La santé mentale
des adolescents :
une crise... ou un miroir
de notre époque ?

Raffaella Di Schiena

Étudier sous pression :
la précarité étudiante
n'est plus une exception

Lenaïk Dumont

L'invité Cyril Dion
De nouveaux récits
pour changer le monde

Notre avenir à toutes et tous se construit **En commun**

En commun, périodique trimestriel, est édité par l'asbl Centre d'Action Laïque de la Province de Liège et l'Établissement d'Assistance morale du Conseil Central Laïque de la Province de Liège.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteur·rices. Les légendes et inserts ainsi que certains titres et chapeaux sont de la rédaction.

Éditrice responsable Véronique Limère, présidente. Boulevard de la Sauvenière 33-35, 4000 Liège.

Comité de rédaction Charlotte Collot, Céline Gérard, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Joëlle Mammo Zagarella, Catherine Maréchal, Grégory Pogorzelski, Yohan Vandenberghe.

Rédactrice en chef Céline Gérard –
Secrétariat de rédaction Charlotte Collot

Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège – Unsplash.
org – Irruption – Istockphoto.

Avec la collaboration de Christian Carpentier, Charlotte Collot, Cyril Dion, Lenaïk Dumont, Céline Gérard, Jean-François Guillaume, Erik Lamy, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Véronique Limère, Marc Malcourant, Grégory Pogorzelski, Raffaella Di Schiena, Yohan Vandenberghe.

Administration Jehona Krenzi, Pascale Riga, Valérie Runfola.

Création de la maquette Erik Lamy –
Impression Centre d'impression de la Province de Liège – Mise en page Arnaud Leblanc.

© creative commons Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont de l'asbl Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

L'asbl Centre d'Action Laïque de la Province de Liège met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. Pour toute question, demande de suppression ou de modification de coordonnées, adressez-vous à administration@calliege.be ou au 04 232 70 40.

Numéro clôturé le 3 juin 2026.
Tirage 2 700 exemplaires.

EN COMMUN est gratuit mais il coûte de l'argent.

PARTICIPEZ à sa diffusion en versant une contribution sur le compte **BE48 0682 1400 1427** avec en communication : en commun

Envie de recevoir
votre exemplaire ?
**Abonnez-vous
gratuitement !**



Pas assez de temps pour me lire ? Désabonnez-vous par mail à administration@calliege.be.

Nous remercions nos partenaires : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, la Première, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.



La jeunesse nous oblige à sortir de nos certitudes



Par Véronique Limère

présidente du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Tantôt décrite comme désengagée, individualiste, hyperconnectée ou trop sensible, tantôt célébrée pour sa créativité, sa lucidité ou sa capacité à basculer les normes, le regard que notre société porte sur la jeunesse oscille entre fascination et inquiétude. Les clichés abondent, les stéréotypes persistent. Pourtant, derrière ceux-ci se dessine une réalité complexe, plurielle : celle d'une génération qui nous oblige à sortir de nos certitudes, nous invite à regarder le monde autrement, à revoir nos cadres et nos évidences.

Ce deuxième numéro d'*En commun* consacre son dossier à la jeunesse, en donnant à voir la diversité des réalités, parfois méconnues, souvent sous-estimées, qu'elle traverse aujourd'hui en Wallonie et à Bruxelles : la précarité étudiante qui explose, l'impact de la hausse du minerval sur l'accès aux études, les transformations profondes du rapport à l'information à l'ère des plateformes numériques, la situation des jeunes aidants proches et des lourdes responsabilités qu'ils portent souvent seuls, mais aussi ce pour quoi ils s'engagent et leur rapport à la politique. À travers des analyses, des témoignages et des éclairages issus du terrain, un même fil rouge apparaît : celui d'une génération sommée de tenir debout dans un monde qui vacille. À travers ces regards croisés, *En commun* interroge ce que nos sociétés exigent de leur jeunesse et ce qu'elles devraient, au contraire, lui garantir.

« (...) UNE GÉNÉRATION SOMMÉE DE TENIR DEBOUT DANS UN MONDE QUI VACILLE. »

Parce que le mouvement laïque reconnaît les jeunes comme des actrices et des acteurs légitimes, compétents et pleinement engagés dans le débat public, il entend leur offrir, au sein du mouvement, une place toute particulière où se combinent à la fois émancipation et esprit critique. L'organisation de la Fête laïque de la Jeunesse, de la journée Libres ensemble Jeunesse, de nombreux moments d'animations et de débats, la mise en place d'écoles de de-

voirs constituent autant d'initiatives visant à les outiller pour penser par eux-mêmes, pour décoder la société et y prendre part.

Le monde d'aujourd'hui n'offre pas aux jeunes des perspectives réjouissantes : crise climatique, tensions politiques, économie instable, informations incessantes, incertitudes...

Sur leurs seules épaules ne doit pas reposer la responsabilité du changement. À nous, collectivement, de créer les conditions d'un avenir qui leur permette de vivre, de s'épanouir, de se projeter, de créer : une société d'entraide qui ouvre l'accès aux savoirs, qui offre des horizons possibles, qui reconnaît leur place et leur puissance d'agir ; une société où les valeurs que nous portons — celles de liberté, d'égalité et de solidarité —, demeurent le socle commun de notre humanité. 

12 > 41 Le DOSSIER
Nouvelle vague
La jeunesse face aux défis d'aujourd'hui



< 14

**La jeunesse,
baromètre
de nos sociétés**

Par Jean-François Guillaume



< 18

**Jeunesse et
engagement
Changer la société,
sans faire de
« politique »**

Par Grégory Pogorzelski

28 >

**La santé mentale
des adolescents :
une crise... ou un
miroir de notre
époque?**

Par Raffaella Di Schiena



32 >

**Ces jeunes
qui grandissent
trop tôt**

Par Christian Carpentier





< 24

Étudier sous pression : la précarité étudiante n'est plus une exception

Par Lenaïk Dumont

36 >

Des bulles, des clashes. Information & nouvelle génération

Par Marc Malcourant



42 ^

L'ASSOS

La Mda – l'info des jeunes, un tiers-lieu en devenir



46 ^

L'INVITÉ – Cyril Dion

De nouveaux récits pour changer le monde

50

L'ACTU

2 heures de CPC : Un choix éclairé!



ACTUALITÉ

Thomas Gillet, le nouveau président

Le 28 mars dernier, Thomas Gillet a été élu président du Centre d'Action Laïque, succédant ainsi à Véronique De Keyser. Il est philosophe, assistant en philosophie à la Haute École Bruxelles-Brabant, collaborateur scientifique au Centre interdisciplinaire d'études des religions et de la laïcité de l'ULB.

Pour lui, la laïcité doit être un moteur pour résister et construire demain : « Notre mouvement est une force précieuse. Il repose sur des équipes engagées, des associations dynamiques, des régionales actives et des militantes et militants qui, chaque jour, font vivre concrètement les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité et d'émancipation. Nous ne partons pas de rien : nous disposons d'un outil puissant, reconnu, profondément ancré dans la société. Mais les mutations actuelles nous obligent à réfléchir à nos stratégies et à nos priorités pour les années à venir. »

Sa lettre ouverte au mouvement :



www.laicite.be/...



ACTIVITÉ

Utopies – des mondes désirables

Au mois d'avril dernier, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a proposé une semaine thématique, *Utopies – des mondes désirables*, consacrée à l'exploration de nouvelles manières de faire société. Face à une culture hégémonique capitaliste qui façonne non seulement nos modes de vie, mais aussi nos régimes de désirs (ce que nous apprenons à considérer comme désirable, normal ou possible), il s'agissait d'ouvrir des imaginaires d'émancipation. Cette réflexion interrogeait également la famille comme institution socialement naturalisée, à la fois espace de solidarité et lieu de reproduction des normes sociales. À travers récits, débats et témoignages d'expériences concrètes, notamment ceux issus du nouveau Centre Social Autogéré de Liège, cette semaine cherchait ainsi à montrer que d'autres façons de vivre, de désirer et de construire du commun peuvent être imaginées et mises en pratique collectivement.

ENGAGEMENT

1^{er} mai, journée de revendications

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleur-euses, s'inscrit dans les grandes grèves internationales lancées à partir de 1886 à Chicago pour la réduction du temps de travail à huit heures par jour. Né d'un mouvement de lutte et de grève à l'échelle internationale, il devient progressivement un symbole central du mouvement ouvrier.

En Belgique, il s'installe à la fin du XIX^e siècle sous l'impulsion du mouvement ouvrier et du Parti Ouvrier Belge, inspiré par ces luttes

internationales. Avec le temps, cette journée de grève et de contestation devient un jour férié officiel, progressivement institutionnalisée dans une forme plus encadrée et moins subversive et parfois galvaudée par certains sous l'appellation « fête du travail ». Aujourd'hui, pour beaucoup de citoyen-nes, le 1^{er} mai demeure un moment clé de revendications sociales et politiques.

Comme chaque année, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège était présent au 1^{er} mai associatif, place Saint-Paul à Liège, pour proposer au

public de créer des pancartes portant leurs revendications, puis de se prendre en photo. Une manière ludique d'ouvrir le dialogue autour de la laïcité, des droits humains et de la solidarité.



ENGAGEMENT

APE, vous, nous, tous des cibles !

Aujourd'hui, une accumulation de mesures d'économies fragilise profondément le monde associatif, en particulier le secteur socioculturel. Réduction des budgets, mise en péril des aides à l'emploi, incertitude sur les financements futurs, manque de dialogue entre les gouvernements et les acteurs de terrain : tous ces choix rendent l'avenir des associations de plus en plus incertain. Surtout, ils mettent directement en danger des milliers d'emplois.

La réforme APE telle qu'annoncée par le Gouvernement wallon suscite une vive inquiétude. Plus de 60 000 travailleurs et travailleuses, ainsi que près de 4 000 employeurs et employeuses, sont concernés. Derrière ces chiffres, il y a des réalités humaines. Beaucoup risquent aujourd'hui de perdre leur emploi ou de voir leurs conditions de travail se dégrader. À ce stade, nous manquons cruellement de visibilité et de perspectives. Dans le secteur de l'Éducation permanente, les effets se font déjà ressentir, et le gel de l'indexation des subventions fragilise déjà nos structures. À terme, cela signifie

moins d'activités, moins de services rendus à la population et moins d'emplois.

Pourtant, le secteur socioculturel joue un rôle essentiel dans notre société. Il contribue à renforcer la citoyenneté, lutter contre les inégalités, défendre les droits fondamentaux et construire une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique.

Affaiblir nos associations, ce n'est pas seulement fragiliser des projets : c'est mettre en péril des emplois et réduire des services indispensables à la population. L'associatif agit là où l'État ne peut pas toujours être présent ; il est un pilier discret mais fondamental de la cohésion sociale, notre ciment. 



PUBLICATION

Les fossoyeurs de la démocratie libérale

Arnaud Zacharie, secrétaire général du Centre national de coopération au développement (CNCD-11. 11.11.) vient de publier l'ouvrage *Les fossoyeurs de la démocratie libérale, protéger nos droits et nos libertés* aux éditions Liberté J'écris ton nom du Centre d'Action Laïque. La démocratie libérale fait face à une vague illibérale mondiale. Des leaders politiques autoritaires sapent l'État de droit, les contre-pouvoirs démocratiques et les droits des minorités. La mondialisation néolibérale, censée diffuser la démocratie libérale dans le monde, a au contraire eu pour effet de la fragiliser et de renforcer les régimes autocratiques. Aujourd'hui,

les démocraties libérales n'abritent plus qu'une personne sur dix dans le monde et le déclin démocratique ne cesse de s'aggraver. Une guerre culturelle réactionnaire et illibérale est orchestrée par des leaders nationalistes et conservateurs, qui utilisent les médias et les réseaux sociaux comme instruments de désinformation au service de leur agenda identitaire. Face aux fossoyeurs de la démocratie libérale, il est urgent d'empêcher que s'érode ce qui demeure le régime politique le plus à même de protéger nos droits et nos libertés. 



www.laicite.be/...

ACTIVITÉ

Pour une sécurité sociale de l'alimentation !

Depuis 2025, dans le quartier d'Outremeuse à Liège, et bientôt sur l'ensemble des 24 communes de l'arrondissement de Liège, sous l'impulsion du Conseil de Politique Alimentaire, des citoyen·nes, en partenariat avec de nombreux acteurs et actrices, développent un projet pilote de sécurité sociale de l'alimentation. L'objectif est de permettre à tout le monde un accès à une alimentation de qualité en soutenant l'agriculture paysanne et les commerces locaux. Elle repose sur trois piliers : l'universalité (tous les citoyen·nes), le conventionnement démocratique des produits et un financement par des cotisations sociales. De plus en plus nombreux sont les chercheur·euses, collectifs et associations qui réfléchissent et travaillent à la construction de cette huitième branche de la Sécurité sociale autour de l'alimentation durable et inclusive.



Soucieux d'agir pour cette transition alimentaire, sociale et écologique, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège est engagé dans la dynamique Nourrir l'humanité, avec entre autres l'organisation de festivals de la transition alimentaire. Celui de Liège a d'ailleurs fêté ses 10 ans cette année. Dans ce cadre, le festival a proposé une grande exposition *Nourrir Liège : Racines d'un réseau, graines de possibles...* et organisé de nombreuses rencontres, portes ouvertes et master classes autour des questions d'alimentation durable. 

Pour en savoir plus sur la sécurité sociale de l'alimentation :



www.collectif-ssa.be/...

ACTIVITÉ

Un système pénitentiaire à bout de souffle

Le constat est sans appel : le système pénitentiaire belge est à bout de souffle. Marqué par une surpopulation chronique (en avril 2026, 736 détenus·es ont été contraints de dormir à même le sol !), des conditions de détention indignes et une pénurie criante de personnel, il ne répond ni aux exigences d'un État de droit ni à l'objectif fondamental de réhabilitation

des détenus·es. Loin de constituer une solution efficace contre la criminalité, l'incarcération massive renforce la marginalisation des personnes détenues et favorise la récidive.

Le mouvement laïque mène depuis de nombreuses années des actions individuelles et collectives au sein et en dehors des prisons, des initiatives qui s'inscrivent dans une réflexion plus globale sur la politique pénitentiaire et sur les dérives du système carcéral belge actuel.

Face à la montée des discours sécuritaires, populistes et stigmatisants, le Centre d'Action Laïque et ses régionales ont ainsi organisé le 31 mars à La Cité Miroir une journée

d'étude intitulée *Le populisme pénal : entre instrumentalisation politique, dérives sécuritaires et atteintes aux droits fondamentaux*. En croisant les regards de juristes, praticien·nes, universitaires et acteurs associatifs, cette journée a mis en lumière les ressorts politiques, médiatiques et symboliques du populisme pénal, ainsi que ses effets très concrets : surpopulation carcérale, paupérisation, fragilisation de l'État de droit et atteintes aux droits humains, en particulier des publics les plus vulnérables. 

Analyse EduCAL Politique et système carcéral : enjeux et perspectives



www.laicite.be/...



ENGAGEMENT



Manifestation contre le centre fermé de Vottem

À l'heure de l'avant-projet de loi sur les visites domiciliaires et les nombreux dénis de droits fondamentaux pour les personnes migrantes en Belgique et en Europe, nous étions quelques centaines à Liège, le dimanche 12 avril, pour résister et réclamer une politique d'accueil digne, humaine et solidaire pour les personnes sans-papiers.

Comme chaque année, et ce depuis bien trop longtemps, nous nous sommes rendus devant les grilles du centre fermé de Vottem pour montrer notre solidarité à toutes les personnes arrêtées et enfermées arbitrairement car elles n'ont pas les « bons papiers ». Ensemble nous nous opposons à la détention des personnes migrantes et nous exigeons la suppression des centres fermés, l'arrêt des expulsions ainsi que la régularisation des personnes sans-papiers.

ACTIVITÉ

Les Fieris Féeries se préparent !

Organisée conjointement par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège et le Centre culturel de Seraing, la parade des Fieris Féeries invite les citoyen·nes à prendre part à une création collective au cœur de l'espace public. Depuis 2013, ce projet rassemble chaque année des participant·es de tous horizons autour d'un objectif commun : valoriser le territoire et ses citoyen·nes à travers l'imaginaire, la rencontre et l'expression artistique.

Dans une société marquée par les clivages et les replis, les Fieris Féeries proposent une alternative concrète,

où la diversité devient une richesse et où l'engagement citoyen prend une forme accessible.

Habitant·es, écoles, associations, clubs de sport et de loisirs, institutions et services publics, entreprises, chacun·e est invité·e à rejoindre le projet avec le soutien de l'équipe d'animation pour incarner un univers singulier. Aucun prérequis n'est nécessaire, la démarche repose sur la co-construction et l'envie de contribuer à une expérience collective.



www.fierisfeeries.be/...

ENGAGEMENT

Le 8 mai doit redevenir un jour férié

Le 8 mai 1945 marque la victoire contre le fascisme et le retour de la liberté en Europe. Pourtant cette date n'est plus un jour férié en Belgique, à la différence de notre voisine la France.

Alors que l'extrême droite progresse et que nous faisons face à de nouveaux défis, redonner sa place au 8 mai est un acte de résistance. C'est aussi l'occasion de sensibiliser, de transmettre et de réaffirmer les valeurs qui fondent notre démocratie.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, membre de la Coalition 8 mai, était présent à la commémoration organisée ce 8 mai à Liège devant le monument national de la Résistance.



www.coalition8mai.be/...



FORMATION

La fabrique des discours politiques

Comment les discours influencent-ils nos opinions, nos émotions et nos comportements ? Le nouveau MOOC ULiège de François Debras de la Faculté de Droit, Sciences Politiques et Criminologie propose d'analyser les mécanismes du langage politique, médiatique et numérique pour mieux comprendre la construction de l'adhésion dans l'espace public. À travers des notions clés comme l'ethos, le pathos et le logos, ainsi que des outils tels que le storytelling, les métaphores ou la propagande, les participant-es apprendront à décrypter les stratégies discursives qui façonnent les débats contemporains. Ce MOOC se décline en cinq modules, d'environ deux heures.

Les inscriptions (c'est gratuit) sont ouvertes jusqu'au 31 juillet et les cours disponibles jusqu'au 31 août. Ne traînez pas ! 



www.fun-mooc.fr/...

ENGAGEMENT

La société civile s'oppose au projet de loi sur les visites domiciliaires

Ce 11 mai, le Conseil d'État a rendu un deuxième avis sur le projet de loi qui permettrait, avec l'autorisation d'un juge d'instruction, de pénétrer dans un logement privé en vue de l'arrestation administrative d'étrangers en séjour irrégulier qui représenteraient une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

Ce deuxième avis ne réexamine pas le fond du projet, considérant avoir déjà rendu son analyse juridique dans le précédent avis qui, rappelons-le, mentionnait notamment une atteinte grave à des droits fondamentaux, en particulier, le respect de la vie privée et l'inviolabilité du domicile, garanti par la Constitution et les conventions internationales.



Entre ces deux avis, aucune modification substantielle n'a été apportée au dispositif initial. Les critiques portées lors du premier avis restent donc pleinement d'actualité !

De nombreuses associations, parmi lesquelles le Centre d'Action Laïque, maintiennent dès lors leur demande d'abandon pur et simple de cet avant-projet de loi. Une révision partielle ne saurait suffire !

Si le gouvernement décide malgré tout de poursuivre ce projet au Parlement, malgré les avertissements répétés du

Conseil d'État, il appartiendra alors aux parlementaires de voter contre. Le respect de la Constitution et des droits fondamentaux ne peut être considéré comme une option politique parmi d'autres. Face à des violations si manifestes de droits fondamentaux élémentaires, le serment d'obéissance à la Constitution appelle nos élus non pas à s'abstenir, mais bien à refuser un dispositif liberticide et anticonstitutionnel. 



www.visitesdomiciliaires.be/...

ACTUALITÉ

Fin prématurée d'une grossesse : les vraies étapes, les faux débats

La fin prématurée d'une grossesse, lorsqu'on désire devenir parent, est une épreuve profondément intime et douloureuse. Qu'elle soit accidentelle ou liée à des raisons médicales, cette expérience mérite une prise en charge humaine, respectueuse et adaptée.

Aujourd'hui, des partis comme le CD&V et la N-VA utilisent la souffrance liée au deuil périnatal pour faire reconnaître l'embryon et le fœtus à l'état civil, quel que soit le stade auquel la grossesse a pris fin. Derrière cette rhétorique se cache un enjeu politique

majeur : reconnaître progressivement l'embryon comme une personne, ce qui met en danger le droit à l'IVG et fragilise des acquis fondamentaux en matière de droits sexuels et reproductifs.

Des sollicitations croissantes sont, par ailleurs, adressées aux communes en vue de l'ouverture de registres ou de dispositifs similaires de reconnaissance symbolique à la suite d'une fin prématurée de grossesse. 

Pour mieux comprendre ces enjeux et dépasser les raccourcis souvent présents dans le débat public, le Centre d'Action Laïque publie une nouvelle édition de sa brochure *Fin prématurée d'une grossesse : les vraies étapes, les faux débats* ; un outil que notre Régionale n'a pas manqué de porter à la connaissance des communes de la province de Liège.



Le 12 septembre 2026
à la Vieille Cense de Marloie
 Rue de la Station, 4 - 6900 Marche-en-Famenne



Tu as entre 11 et 13 ans ?
Tu aimes l'aventure, les défis
et l'esprit d'équipe ?
Libres Ensemble Jeunesse
t'invite à vivre une journée fun et
conviviale pour découvrir les valeurs de
la laïcité autrement !

Au programme :
 Défis et surprises | Barbecue offert
 Une super journée entre ami-es

Inscriptions :
 Inscription en ligne (avant le 31/08/26) :
libresensemblejeunesse.be







Nouvelle vague

La jeunesse face
aux défis d'aujourd'hui



© Bruce Dixon - Unsplash.org

La jeunesse, baromètre de nos sociétés



Jean-François Guillaume,
sociologue à la Faculté des Sciences sociales de l'ULiège

La jeunesse n'est-elle vraiment qu'un mot comme pouvait le suggérer le titre d'un article célèbre de Pierre Bourdieu ? Oui, du moins en partie. Parce que même si ce mot recouvre des réalités multiples et variables, son usage est performatif : il institue les caractéristiques propres à un groupe d'âge, lui assigne un statut – celui d'un état inachevé, en cours de réalisation – et le transforme en objet de politiques publiques. Celui qui est en mesure de définir les limites de la jeunesse détient de ce fait un réel pouvoir.

Quand, au Moyen Âge, les détenteurs du patrimoine maintenaient en état de jeunesse, « c'est-à-dire d'irresponsabilité, les jeunes nobles pouvant prétendre à la succession » (Bourdieu, 1980), l'enjeu était de contrôler la transmission du patrimoine dans une société patriarcale. Quand au XIX^e siècle, les images d'Épinal des âges de la vie, constituées de deux versants d'une pyramide avec un sommet (masculin) de la maturité (à 50 ans...), rappelaient la place centrale de la force physique et du statut matrimonial dans une société marquée par la domination masculine, le pouvoir de l'Église et l'émergence d'une classe ouvrière. Quand, dans les années 1960, Edgar Morin expliquait « qu'une nouvelle classe d'âge émergeait, incarnée par le yé-yé, mue par le plaisir du jeu, l'envie de jouir et de s'affirmer dans une société à la fois individualiste et en recherche d'extase collective », l'heure était à la contestation et au renversement

des hiérarchies établies, dans la famille, à l'école, au travail, en politique... Aujourd'hui, la jeunesse se définit par l'appartenance générationnelle : générations X, Y, Z, Alpha, « millenials », etc. Dans la conception classique de Karl Mannheim exprimée dans son ouvrage *Le problème des générations*, celle-ci fait référence « à un ensemble d'individus ayant à peu près le même âge et partageant une vision du monde issue d'expériences historiques particulièrement marquantes connues dans leur jeunesse et au moment de l'entrée dans la vie adulte ».

Des marqueurs générationnels

Le choix des marqueurs générationnels est donc déterminant. Faut-il placer sur un même plan les innovations

technologiques et des événements historiques tels que les guerres mondiales du XX^e siècle, l'essor économique des *golden sixties* ou, encore, la pandémie du coronavirus ? La jeunesse contemporaine est-elle essentiellement façonnée par les usages du numérique ? Après tout, sont-ils si différents, celles et ceux qui sont nés avant ou après l'avènement du web 2.0, avant ou après la diffusion et la commercialisation du smartphone, avant ou après le développement des réseaux sociaux ? Tous, jeunes et moins jeunes, doivent apprivoiser le même environnement numérique, même si certains font preuve de plus de compétence, d'ingéniosité et d'inventivité.

Les effets de périodes

Abandonnons alors l'hypothèse générationaliste pour envisager le poids des circonstances historiques et sociales sur les représentations et les pratiques individuelles – autrement dit, les « effets de période ». La sociologue québécoise Madeleine Gauthier (1996) considérait que la jeunesse est plus sensible à ces effets de période et qu'elle est une sorte de baromètre de nos sociétés.

Le sort réservé à la jeunesse durant la pandémie de coronavirus l'illustre parfaitement. Les protocoles sanitaires ont fait passer au second plan l'image d'une jeunesse engagée et mobilisée dans la lutte contre le réchauffement climatique, en stigmatisant ceux des jeunes qui multipliaient les contournements de la règle, lors de *lockdown parties* plus ou moins clandestines. Aujourd'hui, une autre image a fini par s'imposer : celle d'une jeunesse « victime » des dispositifs sanitaires qui ont paradoxalement miné sa santé mentale.

Des cibles de choix pour la prévention

Les tentatives de régulation de l'accès aux réseaux sociaux sont, elles aussi, révélatrices d'une pression plus forte exercée sur la jeunesse à l'heure du tout au numérique. Même s'il n'y a pas que les jeunes qui sont exposés à des risques, ils sont les cibles privilégiées de dispositifs de prévention.

Plus globalement, l'idée du risque s'est imposée lorsqu'il est question de l'avenir de nos sociétés. Il semble acquis que « demain risque d'être pire qu'aujourd'hui ». Le sentiment d'éco-anxiété, que l'on prête à la jeunesse occidentale contemporaine et qui motiverait des formes de retardement d'entrée dans la vie adulte – voire de renoncement à certains engagements –, en serait la conséquence.

La jeunesse serait-elle alors tentée de s'étourdir à coups de protoxyde d'azote, de kétamine ou de cannabis ? Et en même temps de se motiver par la consommation d'autres substances ? Pour comprendre pourquoi cette contradiction n'est qu'apparente, portons notre regard sur une pratique associée à la jeunesse : les *rave parties*.

Clandestines, flirtant avec l'illégalité ou carrément illégales, s'inscrivent-elles dans la lignée des festivals mythiques de Monterey, Woodstock et de l'Île de Wight ? Y retrouve-t-on cette même soif de liberté d'une jeunesse désireuse de se

libérer du carcan paternaliste ? Les participant·es aux *rave parties*, analyse Ingrid Voléry en 2002, sont attachés au partage, à la détente, à l'écoute de soi, soucieux de s'affirmer en tant que sujets, et de mettre à distance les catégorisations sociales de la vie ordinaire. La « sensation de soi » est centrale : prendre part à une *rave party*, c'est chercher un bien-être. Mais celui-ci « ne se gagne pas véritablement par le contact avec les autres mais par l'assurance que ceux-ci ne viendront pas perturber les aspirations et pratiques personnelles (...) Il ne s'agit pas de se retrouver tous ensemble, mais de se retrouver « tous au même endroit », « chacun voyageant sur la musique techno » » (*ibid.*). S'immerger dans cet univers saturé de *stimuli* sensoriels, c'est se débarrasser des pesanteurs sociales pour construire sa propre expérience. En d'autres termes, la *rave party* est un endroit où l'on « ne se prend pas la tête », où l'on « ne réfléchit ni sur soi, ni sur son rapport aux autres » (*ibid.*)... du moins en partie. La mise en scène de la *rave party* exige une sorte d'alchimie où coexistent musique assourdissante et bouchons d'oreille, occupation sauvage et souci écologique, proximité des corps et diversité des origines. En cela, elle constitue l'une des tentatives, propre à la jeunesse, de répondre à un défi majeur de nos sociétés contemporaines : comment parvenir à faire société dans un environnement « liquide » marqué par le primat du soi, la mobilité, la réversibilité et l'incertitude ?

Parce qu'ils ne vivent pas en-dehors de nos sociétés, parce qu'ils n'attendent pas non plus sur le seuil pour entrer dans la vie sociale, les jeunes sont confrontés aux défis majeurs qui se posent aujourd'hui. Ils ne peuvent les relever en faisant appel à l'expérience acquise : leurs réponses paraîtront inventives, audacieuses, risquées, dérangeantes. Mais il ne revient pas au sociologue d'évaluer la validité morale de ces réponses. 

« (...) »

**LA JEUNESSE EST
UNE SORTE DE
BAROMÈTRE DE
NOS SOCIÉTÉS. »**

Les jeunes & la politique

Une mutation plutôt qu'un désintérêt

On entend souvent que les jeunes se désintéressent de la politique. Pourtant, cette idée mérite d'être nuancée. À travers ses recherches, et notamment une étude « Les jeunes face à l'extrémisme, comprendre pour agir », le politologue François Debras met en évidence une réalité bien plus complexe : les jeunes ne sont pas dépolitisés, mais ils entretiennent un rapport différent à la politique, plus diversifié et moins institutionnel.

D'abord, il n'existe pas « un » profil jeune. Les trajectoires, les milieux et les sensibilités varient fortement, rendant impossible toute vision uniforme. Si l'engagement dans les partis politiques, les syndicats ou les structures traditionnelles recule, cela ne signifie pas une absence d'intérêt. Au contraire, les jeunes s'engagent autrement. Ils s'expriment via les réseaux sociaux, tiennent des blogs, participent à des campagnes de sensibilisation ou s'investissent dans des actions concrètes comme le boycott de produits ou les mobilisations pour le climat, la Palestine ou contre les discriminations. Ces formes de participation, dites « non conventionnelles », sont moins visibles mais bien réelles, et parfois plus développées que chez les générations précédentes.

Cette évolution reflète un déplacement du centre d'intérêt : les jeunes s'attachent davantage aux valeurs, aux causes et aux luttes qu'aux institutions elles-mêmes. Ainsi, même s'ils maîtrisent moins les mécanismes politiques traditionnels ou les partis, ils manifestent une forte sensibilité aux enjeux sociétaux tels que le climat, l'alimentation, le féminisme, les inégalités, etc. Dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles où François Debras s'est rendu, les jeunes parlent volontiers d'ONG comme Greenpeace ou Amnesty International et s'impliquent localement dans des projets citoyens.

Cette politisation par les valeurs est néanmoins souvent freinée par un sentiment d'illégitimité, notamment face à des adultes qui associent la politique exclusivement aux institutions.

François Debras souligne que les différentes formes d'engagement ne doivent pas s'opposer, mais se compléter. Manifester, s'informer ou boycotter sont des actions importantes, mais elles ne remplacent pas le vote. À ses yeux, une participation démocratique pleine repose sur cet équilibre entre engagement citoyen et recours aux institutions. Car, malgré leurs limites, celles-ci continuent de jouer un rôle central dans les décisions politiques. Les ignorer reviendrait à se priver d'un levier essentiel d'action.

Un autre facteur d'évolution du rapport à la politique doit être pris en compte : les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la socialisation politique des jeunes. Face au flux continu d'informations, ils sont exposés à des contenus simplifiés ou manipulateurs et à des logiques de polarisation qui favorisent la propagation de *fake news* et de contenus extrémistes. Pour cela, il faut renforcer les outils pédagogiques, créer des espaces de dialogue et développer l'esprit critique.

François Debras met en lumière la nécessité d'impliquer les jeunes comme acteurs de changement plutôt que simples spectateurs. En les encourageant à s'informer, à s'exprimer et à s'engager à leur manière, on leur montre que leur avis compte.

Ainsi, loin d'être désintéressés, les jeunes redéfinissent les contours de l'engagement politique. Leur rapport à la politique ne disparaît pas : il se transforme. 

A young man with glasses and a dark jacket is shouting into a megaphone. He is holding a lit flare in his other hand. The background is filled with thick yellow and orange smoke, suggesting a protest or riot. Other people are visible in the background, some also holding megaphones. The overall tone is one of activism and social change.

Jeunesse et engagement

Changer la société, sans faire de « politique »

Par Grégory Pogorzelski, rédaction En commun

« Ils ne s'intéressent à rien », « toujours le nez dans son téléphone »...

À entendre les clichés habituels, on pourrait croire que les 15-30 ans se désintéressent de la politique et du social. C'est faux, bien sûr : en réalité, la jeunesse s'engage, autrement. Hors des piliers, des institutions et des étiquettes politiques, les ados et jeunes adultes luttent pour les causes qui leur tiennent à cœur, certaines nouvelles, d'autres ancestrales. Nous avons interrogé des jeunes activistes et des associations de terrain sur le sujet.

Une richesse d'opinions

Dans un monde surexposé aux médias, les nouvelles générations ne sont pas ignorantes de l'état du monde. Et elles ont leurs avis dessus. « Chez notre public adolescent, ce qui les choque dans la société, ce sont les questions de rejet, de tolérance. C'est le racisme ou l'intolérance pour les différentes croyances, par exemple, pour les personnes handicapées ou la place des femmes dans la société. » Selon Carla Gillespie, coordinatrice de l'Association Jeunesse pour l'interaction et la libre expérience (AJILE), une association laïque de sensibilisation citoyenne pour les jeunes, « pour les plus grand-es, il y a beaucoup de questions sur l'extrême droite, l'emploi, l'écologie et surtout le manque de considération pour la jeunesse. »

Ces opinions flirtent ou tombent parfois dans l'ornière de l'extrême droite. La diabolisation médiatique de ces partis ces dernières années a légitimé certains discours, certaines idées qui étaient inacceptables autrefois pour qui se pensait démocrate. « Parfois, face à un document qui explique les dangers de l'extrême droite, certains élèves répondent « ah mais ça, madame, je ne lis pas : ce n'est pas neutre ». Certaines figures plaisent aussi, comme Jordan Bardella » nous explique Zoë Fauconnier, chargée de projets à la Cible, une association liégeoise de lutte contre l'extrême droite. Une situation due notamment au battage médiatique lors des élections, qui a percolé auprès des plus jeunes : « ce sont vraiment les discours « assistanat, malades, chômeurs » qui plaisent, les discours sur le mérite. »

« UN PUBLIC QUI POUSSE AUSSI LES LUTTES SOCIALES VERS DE NOUVEAUX TERRAINS ET DES PRATIQUES PLUS VIVES.(...) »

Et puis, il y a les réactions aux changements de société, les nouvelles problématiques. Pour AJILE, « la question de l'intelligence artificielle revient souvent, mais ils sont plutôt contre, et luttent souvent contre l'adoption de l'outil. » Les nouveaux médias ne sont pas en reste. Les influenceurs et influenceuses ont un gros impact sur l'opinion des plus jeunes générations, et les médias sociaux sont un terrain de chasse idéal pour l'extrême droite, qui peut s'adresser au jeune public directement, sans contradicteur. « Les discours sexistes radicaux chez les garçons, et la méfiance envers les migrants reviennent. » selon La Cible. « Des professeurs nous contactent parce qu'ils entendent des réflexions qu'ils pensaient révolues, comme la négation des droits humains, et nous demandent d'intervenir. »

Aller sur le terrain

Avoir un avis n'est pas s'engager. Qu'est-ce qui pousse la jeune génération à agir pour changer les choses ? « Beaucoup passent à l'acte parce qu'ils ont vécu des violences sociales ou physiques. Une agression sexiste ou raciste, par exemple. D'autres, paradoxalement, s'engagent parce qu'ils sont privilégiés, et donc ont du temps et des ressources – matérielles, physiques, culturelles – à consacrer à ça. »

Une expérience qui fait écho sur le terrain : « les politiques du gouvernement Arizona ont vraiment mis le feu aux poudres. Ça a touché les gens directement. On a vu de nouvelles têtes aux moments des premières manifestations », raconte Émile Delvenne, étudiant en science politique et



Contrairement aux idées reçues, les générations actuelles sont impliquées dans de nombreuses causes sociales, politiques ou environnementales mais elles rechignent à souscrire aux canaux traditionnels de militantisme.

engagé dans plusieurs mouvements citoyens. Un public qui vient lutter pour des causes de plus en plus élémentaires : la protection de l'environnement, l'accès à une alimentation saine, un logement, des soins de santé... Mais qui préfère le faire hors des piliers politiques belges habituels. « Je vois plus de gens rejoindre des associations comme Sortir du bois ou des groupes de travail comme La Sécurité sociale alimentaire que des syndicats ou des partis. »

Une des raisons : la méfiance envers des institutions et un milieu politique responsables de la situation actuelle. « Le mot « politique » a acquis un sens péjoratif auprès des groupes scolaires. On l'associe à une politique partisane, aux mensonges, on sent une sorte de désillusion. Mais paradoxalement, dans les groupes militants, nous rencontrons beaucoup de jeunes activistes qui veulent s'investir pour des causes qui sont politiques, comme le climat ou la santé » explique Zoé Fauconnier de La Cible. Un public qui pousse aussi les luttes sociales vers de nouveaux terrains et des pratiques plus vives. « Ils cherchent des formes d'engagement plus actives. Ils participent aux

manifestations, aux sit-ins, mais ils veulent être plus dans l'action, mettre des choses en place de façon concrète, comme des actes de désobéissance civile. Ils veulent vraiment voir la société changer. »

De nouvelles formes de lutte

Internet est vite devenu un champ de bataille politique : après tout, l'outil existe pour partager nos opinions et nous organiser collectivement. Aujourd'hui, des groupes comme Extinction Rebellion ne pourraient se coordonner de façon internationale sans le worldwide web. On y trouve aussi des sujets politiques et des références à l'activisme partout, des jeux vidéo jusqu'aux vidéos éducatives, comme celles de Clément Victorovitch ou Usul sur YouTube, Twitch et TikTok.

L'extrême droite n'est pas en reste. « Les mouvements d'extrême droite ont très bien compris les réseaux sociaux. Regardez le masculinisme. Ces idées polarisent très fort les rapports de genre. On voit des garçons se

radicaliser, revendiquer la supériorité masculine, ou de remettre la femme à la maison. Tout ça crée des tensions avec les filles, qui auront plus tendance à être conscientes de l'égalité des genres, de leurs droits et de les défendre. Même si elles n'aiment pas se dire « féministes » ! »

Cette guerre culturelle n'est pas nouvelle dans les médias traditionnels, mais aujourd'hui, le grand public a également accès à des mass media à travers les réseaux sociaux ou les plateformes vidéo, et y participe activement. « Je vois beaucoup de gens qui ne viennent pas nécessairement sur le terrain, mais qui diffusent le message, participent aux discussions en ligne, font des vidéos. Ça aide aussi à s'organiser » explique Émile Delvenne. Mais les plateformes internet peuvent être complices des autorités répressives, comme l'a montré l'Iran.

Accompagner le changement

Les obstacles sont nombreux avant de rejoindre les luttes de terrain et beaucoup se découragent. Outre le manque évident de moyens, c'est parfois difficile de voir quel reflet la société actuelle renvoie aux jeunes inquiets de l'avenir. « Les discours ambiants et le climat médiatique font que nous nous sentons tous impuissant-es ou illégitimes. On est assaillis de mauvaises nouvelles, d'injustice, de perspectives très sombres. L'extrême droite joue d'ailleurs sur ce sentiment de sidération. On se dit « à quoi bon », et on laisse faire » rappelle Zoé Fauconnier de la Cible. « C'est important de semer des graines, pour aider à sortir de cet immobilisme. Développer l'esprit critique et l'utiliser pour se demander comment être acteur dans cette société. »

Même son de cloche du côté d'AJILE : « quand quelqu'un se sent illégitime de revendiquer ses besoins, ses idées, c'est à l'intérieur de soi que ça se passe. La seule chose qu'on peut mettre en place c'est le lien. Nous leur donnons des moyens de nous contacter à leur guise, par chat ou mail. C'est important de les écouter et de les prendre au sérieux. C'est eux qui reviennent vers nous, très souvent hors des heures de travail, quand quelque chose les travaille. C'est cette disponibilité qui crée la confiance, et qui donne confiance dans son opinion, et dans l'idée qu'on peut faire quelque chose pour changer ça. »

Émile Delvenne confirme : « C'est facile de se décourager et de se sentir seul, individuellement ou dans un mouvement. C'est important d'offrir aux jeunes militants des lieux de débat, éduquer sur les questions de société, faire passer le message des luttes en cours, faire tourner l'information militante. Et puis de les rejoindre dans leurs luttes. » 

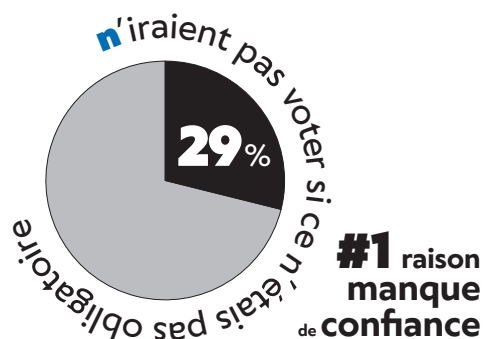
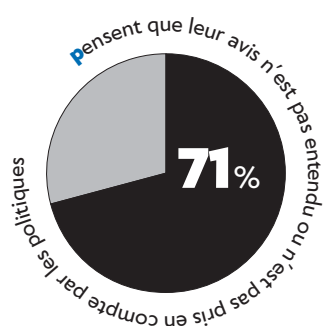
Student Attacks

À Liège, durant les mois de mai et juin derniers, la mobilisation du monde enseignant a pris une ampleur particulière marquée par un soutien croissant d'élèves. Le collectif Student Attack, né dans le sillage du collectif d'enseignant-es Mars Attack, rassemble des élèves décidés à faire entendre leur voix et à soutenir leurs enseignant-es dans le mouvement de contestation face au décret-programme de la majorité MR-Engagés.

Au cœur des revendications figurent notamment la dégradation des conditions de travail, le manque de moyens et les mesures d'économie imposées dans l'enseignement qui engendraient une baisse de la qualité de l'éducation et une aggravation des inégalités entre élèves. Cette mobilisation n'a laissé ni les élèves ni leurs parents indifférents. À Liège, certains d'entre eux ont décidé de rejoindre les actions, exprimant leur inquiétude pour l'avenir scolaire de leurs enfants. Ils ont également créé le collectif Parents Attack pour marquer leur soutien.

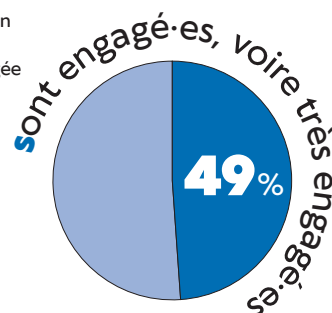
Cette convergence entre enseignant-es et familles illustre un malaise plus large au sein du système éducatif. Au-delà des revendications professionnelles, c'est bien la question de la qualité de l'enseignement et de l'égalité des chances qui est posée. En multipliant les actions visibles – rassemblements, interpellations politiques ou initiatives locales – ces trois collectifs illustrent une mobilisation inédite, transversale et citoyenne, qui dépasse le seul cadre scolaire pour devenir un véritable enjeu de société. 

Engagement et politique

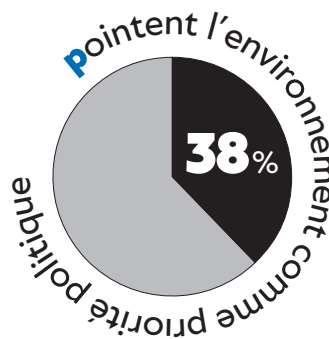


Top 3 des types d'engagements

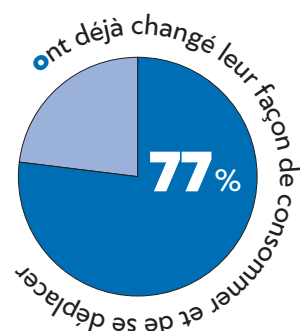
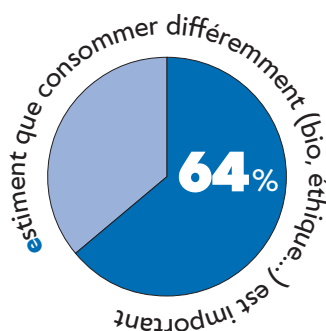
Signer une pétition
Partager une publication engagée
Faire un don



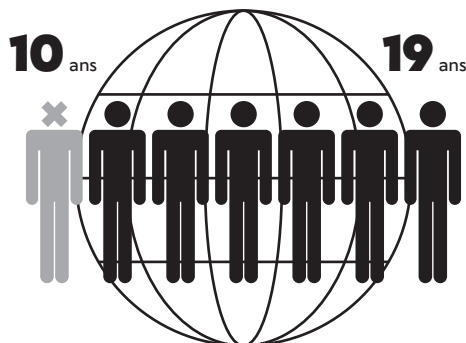
Climat



7 sur 10 se disent inquiets par les dérèglements climatiques



Santé mentale



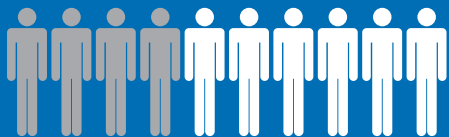
Dans le monde, 1 adolescent·e sur 7, âgé·e de 10 à 19 ans souffre aujourd'hui d'un trouble mental.

Les troubles anxieux constituent les difficultés les plus répandues dans cette tranche d'âge.

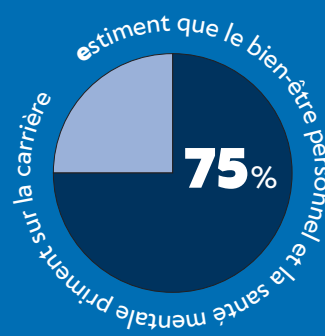
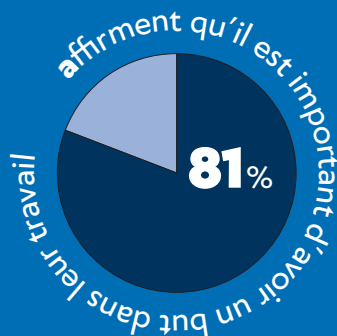


7 sur 10 pensent qu'ils et elles vivront moins bien que leurs parents

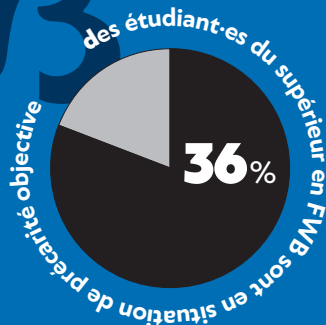
Travail



4 jeunes belges francophones sur 10
se sentent stressé-es ou anxieux-ses au travail

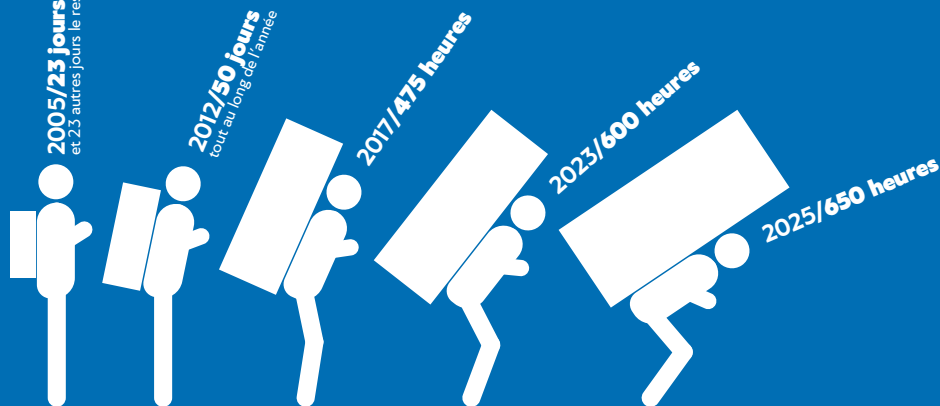


Précarité



2005/23 jours en été
et 23 autres jours le reste de l'année

1978 : création du contrat étudiant avec 23 jours
Contrat étudiant 2005 > 2025



Réseaux sociaux

Gen
Z

3 à 4 h
jour

TikTok
Instagram
Snapchat

> se divertir,
s'informer et
poser des choix

Sources

- OMS (2025)
- Santé, climat, politique, avenir - Le regard des 18-25 ans en Belgique francophone - sondage réalisé par Latitude Jeunes (2023)
- Enquête de Deloitte Belgique (2025)
- Enquête de Cohezio (2025)
- Enquête SONECOM-BDO sur les conditions de vie des étudiant·es de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles (2020)
- L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (2024)
- Generation Z Social Media Usage Statistics, Worldmetrics (2026)



© Spencer Davis – Unsplash.org

Étudier sous pression : la précarité étudiante n'est plus une exception



Par Lenaïk Dumont,
responsable campagne à la Fédération des Etudiant-es Francophones.

Le 10 octobre 2025, le gouvernement MR-Engagés de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) annonçait le dégel du minerval, plafonné à 835 euros depuis 2011 dans les établissements d'enseignement supérieur, pour le porter à 1 194 euros dès la rentrée 2026-2027. Une augmentation de plus de 42 % en un seul coup, indexée chaque année sur les prix à la consommation. Cette décision, destinée à générer 50 millions d'euros d'économies, a provoqué un grand nombre de mobilisations sur les campus francophones. Elle révèle une réalité que l'on préférerait ignorer : la précarité étudiante n'est plus marginale. Elle est massive, multiforme et elle s'aggrave.

Un choc tarifaire sans précédent

Pour comprendre l'ampleur de la réforme, il faut regarder les chiffres de près. Selon les estimations du gouvernement lui-même, 58 % des quelque 130 000 étudiant-es de l'enseignement supérieur en Wallonie et à Bruxelles paieront le tarif plein de 1 194 € dès la rentrée prochaine. Ce sont des étudiant-es dont les revenus familiaux dépassent les plafonds fixes pour les catégories « modeste »

(374 €) ou « intermédiaire » (835 €). En d'autres termes, plus d'un-e étudiant-e sur deux sera directement touché-e. Pour les autres, une recomposition des tranches (boursier, modeste, intermédiaire, plein tarif) est censée amortir le choc. Mais les critères sont complexes, et leur mise en œuvre administrative suscite de sérieux doutes.

Mais c'est dans les Hautes Écoles et les Écoles Supérieures des Arts que l'impact est le plus brutal. Dans ces établissements,

Le mardi 30 octobre, un millier d'étudiant-es ont manifesté à Bruxelles pour protester contre le décret paysage qui exclut du système scolaire des milliers d'étudiant-es qui se retrouvent non-finançables.



© Irruption.be

le minerval pouvait descendre jusqu'à 175 € par an. Pour ces étudiant-es, l'augmentation ne sera pas de 43 % : elle sera de 600 %, voire davantage.

Quant à la mise en œuvre technique de la réforme, le Conseil supérieur des allocations d'études (CSAE) a lui-même jugé en mars 2026 qu'il est tout simplement « impossible » de l'appliquer « de façon sécurisée pour les étudiants du nouveau décret, en juillet 2026. » L'administration ne dispose pas encore des effectifs ni du matériel nécessaire. La réforme est présentée comme urgente et inévitable, alors que ses propres conditions d'exécution ne sont pas réunies.

Les revendications de la FEF : une mobilisation historique

Face à l'annonce de la hausse, la réaction de la Fédération des Étudiant-es fracophonnes (FEF) a été immédiate et massive. Dès le lendemain du 10 octobre 2025, une pétition était lancée : en quelques semaines, elle a recueilli plus de 50 000 signatures. Des rassemblements ont eu lieu à

« RÉDUIRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE APPELLE DES RÉPONSES STRUCTURELLES (...) »

Bruxelles, Louvain-la-Neuve, Liège, Namur, Mons. Le 24 mars 2026, une manifestation massive à Bruxelles (potentiellement la plus importante de la FEF en dix ans) a vu des milliers d'étudiant-es défiler criant des slogans tels que « 1 200 euros, c'est non ! » ou « Degryse, ministre de l'exclusion ! ».

Au cœur des revendications de la FEF : l'opposition à toute hausse du minerval, considérée comme un frein supplémentaire à l'accès aux études. La FEF, de manière générale, ne réclame pas seulement un enseignement gratuit, elle réclame un refinancement structurel de l'enseignement supérieur, un renforcement des aides

sociales, un encadrement des loyers étudiants, la création de logements publics accessibles, et un soutien accru à la santé mentale.

Vers une élitisation de l'enseignement supérieur ?

L'Académie de recherche et d'enseignement (ARES), qui regroupe universités, hautes écoles, écoles d'art, étudiant-es et syndicats, a rendu un avis majoritairement négatif sur la

réforme. Elle pointe un « frein majeur pour certaines populations étudiantes » et cela amène à soulever des questions sans réponse : combien d'étudiant-es renonceront à s'inscrire dans certaines filières ? Quelles formations, essentielles à la société, risquent de se vider de leur public ? Le gouvernement n'a pas de données précises pour répondre. Il a décidé sans mesurer les conséquences.

La Belgique se glorifie d'un enseignement supérieur parmi les plus accessibles d'Europe. Les décrets successifs sur la finançabilité et maintenant la hausse du minerval redessinent progressivement ce paysage vers une logique de sélection par l'argent. Ce n'est pas une vue de l'esprit : c'est un glissement dénoncé par de nombreuses organisations, et désormais accéléré par une décision budgétaire prise dans la précipitation.

Reconnaître, puis agir

Réduire la précarité étudiante appelle des réponses structurelles : encadrement des loyers, investissement dans des logements publics de qualité, bourses revalorisées, maintien d'un minerval accessible, réduction des frais indirects, renforcement des services sociaux et de la prise en charge psychologique. Ces pistes sont connues. Elles sont défendues depuis des années par la FEF, par les acteurs associatifs, par les universités elles-mêmes.

Ce qui manque, c'est une volonté politique à la hauteur de l'enjeu. La précarité étudiante n'est pas un problème individuel, une malchance personnelle, une situation transitoire. C'est une question démocratique. Étudier ne devrait pas signifier s'endetter, s'épuiser ou/et renoncer à ses besoins essentiels. Dans une société qui valorise la formation et les diplômes, garantir à chacun-e des conditions d'études dignes est une exigence de justice sociale.

La mobilisation actuelle montre que les étudiant-es l'ont compris. La question est de savoir si les politiques en feront autant. 

Le Kotidien, épicerie étudiante solidaire

Afin d'apporter une réponse concrète au nombre croissant d'étudiant-es en situation de précarité, en 2022, le Pôle académique Liège-Luxembourg, qui fédère les 24 institutions d'enseignement supérieur en province de Liège et de Luxembourg, a créé Le Kotidien, une épicerie solidaire dédiée aux étudiant-es située rue des Clarisses à Liège.

Cette initiative vise à soutenir les étudiant-es confrontés à des difficultés financières en leur donnant accès à des produits essentiels, tant alimentaires qu'hygiéniques, gratuitement ou à moindre coût. Chaque étudiant-e est accueilli avec respect, dans une ambiance bienveillante, chaleureuse et dénuée de tout jugement.

Pour pouvoir bénéficier de ce service, deux critères doivent être remplis : être inscrit-e dans un établissement d'enseignement supérieur situé en province de Liège ou de Luxembourg et déclarer sur l'honneur se trouver dans une situation financière délicate. L'étudiant-e, une fois inscrit, peut venir faire ses courses une fois par semaine.

Le Kotidien est un projet collectif, fruit d'une collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur, mobilisés autour d'un même objectif de solidarité.



polelielieglux.be/

La santé mentale des adolescents : une crise... ou un miroir de notre époque ?



Par Raffaella Di Schiena,
psychologue clinicienne et chargée de cours à l'ULiège

Depuis une quinzaine d'années, les indicateurs de santé mentale chez les adolescent·es virent au rouge. Selon l'Organisation mondiale de la santé¹, un adolescent·e sur sept âgé·e de 10 à 19 ans dans le monde souffre aujourd'hui d'un trouble mental (OMS, 2025). Les troubles anxieux constituent les difficultés psychiques les plus répandues dans cette tranche d'âge et concernent environ 4,1 % des jeunes âgés de 10 à 14 ans et 5,3 % des 15 à 19 ans. La dépression toucherait quant à elle environ 1,3 % des 10 à 14 ans et 3,4 % des adolescent·es plus âgés.

Les troubles de l'attention concerneraient environ 2,7 % des 10-14 ans et 2,2 % des 15-19 ans, tandis que les troubles des conduites tels que comportements à risque ou conduites délinquantes, toucheraient respectivement 3,3 % et 1,8 % de ces groupes d'âge. Les troubles du comportement alimentaire, comme l'anorexie mentale ou la boulimie, apparaissent aussi souvent durant l'adolescence, en particulier chez les filles. Bien que moins fréquents — environ 0,1 % des 10-14 ans et 0,4 % des 15-19 ans —, ils sont associés à un risque élevé de complications médicales. Toutes ces conditions ont des conséquences importantes sur la scolarité, les relations sociales et le développement de la nouvelle génération.

Pour compléter, la fréquence des suicides chez les plus jeunes augmente et représente aujourd'hui la troisième cause de mortalité chez les personnes âgées de 15 à 29 ans.

La santé mentale des jeunes est donc désormais considérée comme un enjeu majeur de santé publique. Ces chiffres inquiètent et alimentent un récit désormais bien installé, celui d'une « génération en détresse » ou *anxious generation* (Haidt, 2024)².

**« LA SANTÉ
MENTALE DES
JEUNES EST DONC
DÉSORMAIS
CONSIDÉRÉE
COMME UN ENJEU
MAJEUR DE SANTÉ
PUBLIQUE. »**

sommeil, comparaisons sociales incessantes, exposition à des contenus toxiques, cyberharcèlement ou encore comportements addictifs. Les systèmes de récompense et les fils d'actualité générant constamment de nouveaux contenus, qui caractérisent les principaux réseaux sociaux, sont conçus pour capter l'attention le plus longtemps possible et, par conséquent, créent chez certains jeunes des conduites addictives ainsi que d'importantes difficultés attentionnelles (*ibidem*).

D'autres chercheur·euses ont également montré que le temps passé sur les réseaux sociaux se traduit par une baisse significative des interactions sociales dans la « vraie » vie. Un tel basculement dans le monde virtuel pourrait entraver le développement de compétences socio-émotionnelles essentielles : percevoir les émotions d'une autre personne, gérer un conflit, converser, négocier ou tolérer la frustration. La confrontation directe à autrui est traditionnellement reconnue, en psychologie du développement, comme le contexte d'apprentissage par excellence du vivre ensemble. La nouvelle génération risque ainsi de perdre certaines occasions essentielles d'acquérir les compétences sociales nécessaires à toute vie en société.

Un point de bascule en 2010

Le point de bascule se situe souvent autour des années 2010, période qui coïncide avec la généralisation des smartphones et des réseaux sociaux. À la suite de nombreuses recherches, plusieurs chercheur·euses ont pointé les réseaux sociaux comme les principaux responsables du déclin du bien-être psychologique des adolescent·es. Les mécanismes identifiés sont multiples : privation de

Pourtant, la communauté scientifique est loin d'être unanime. Les études longitudinales montrent des associations réelles, mais souvent modestes, et peinent à établir des relations causales robustes. Certaines recherches récentes suggèrent que ce n'est pas tant le temps d'écran qui importe que le type d'usage. Le fait de consommer passivement les réseaux sociaux — par exemple à travers le *scrolling* incessant —, d'être confronté à des contenus toxiques ou au cyberharcèlement augmenterait ainsi le risque d'apparition de troubles psychiques.

Des causes multiples

Pousser l'analyse plus loin devient donc nécessaire et implique de s'interroger sur les raisons qui poussent les adolescent-es d'aujourd'hui à un mésusage des écrans. Comme souvent dans les phénomènes psychosociaux, les causes sont complexes, multiples et interconnectées.

Un autre facteur identifié par les chercheur-euses pourrait également contribuer au phénomène de l'*anxious generation* : la pression à la réussite. Dans un contexte de compétition accrue pour l'accès au marché du travail et d'insécurité économique, hérité notamment de la crise de 2008, la pression sur les nouvelles générations n'a cessé de croître. Les adolescent-es sont poussés à performer toujours davantage, tant sur le plan scolaire que social, avec pour conséquence une diminution de l'estime de soi et du sentiment de contrôle sur leur avenir.

Parallèlement, les adolescent-es d'aujourd'hui sont exposés en continu à des crises globales — pandémies, guerres, changement climatique, polarisation politique — qui alimentent une forme d'angoisse existentielle inédite. Contrairement aux générations précédentes, ils et elles grandissent dans un monde où les catastrophes et les conflits sont accessibles en permanence, directement dans leur poche, à travers leurs écrans.

Dans ce contexte, les réseaux sociaux jouent à la fois le rôle d'amplificateur de ces angoisses et de refuge. S'ils permettent une exposition constante à des contenus anxigènes et émotionnellement chargés, ils offrent également un espace virtuel ludique dans lequel les relations sociales semblent plus facilement contrôlables. Le monde numérique devient alors à la fois une source de mal-être et une stratégie d'évitement de celui-ci.

Ces évolutions doivent aussi être comprises à la lumière du contexte dans lequel évoluent les parents eux-mêmes. La génération actuelle de parents — souvent née entre la fin des années 1970 et le début des années 1980 — est elle aussi soumise à une pression inédite. Confrontés à des exigences professionnelles accrues, à une précarisation de certaines trajectoires, à une accélération permanente des rythmes induite par les technologies et à une augmentation du coût de la vie, les parents sont aujourd'hui souvent exposés à une surcharge à la fois professionnelle, économique et familiale.

Cette pression se répercute directement sur les enfants. Le stress parental, l'épuisement professionnel, l'anxiété liée à l'avenir ou encore les situations de burnout parental



influencent profondément le climat émotionnel dans lequel grandissent les adolescent-es. La présence parentale, bien que souvent plus investie qu'autrefois, peut paradoxalement être moins contenante et moins rassurante, précisément parce qu'elle est elle-même traversée par l'incertitude et l'angoisse.

Ces pratiques éducatives sont par ailleurs de plus en plus influencées par la diffusion massive de connaissances « populaires » sur le développement de l'enfant. Il ne s'agit plus seulement d'élever un enfant, mais d'optimiser son développement, de prévenir les risques, de soutenir ses compétences émotionnelles et de maximiser ses chances de réussite. Cette « parentalité intensive » génère un niveau élevé de stress et de culpabilité chez de nombreux parents, qui ont parfois le sentiment de ne jamais en faire assez.

Face à cette complexité, une conclusion semble s'imposer : la souffrance psychique des adolescent-es constitue aussi le reflet des tensions de notre époque. Les adolescent-es sont en quelque sorte les éponges de notre temps, dans la mesure où leur cerveau en développement ne leur permet pas encore de prendre suffisamment de distance



Plusieurs facteurs contribuent à cette *anxious generations* : mésusage des écrans, pression à la réussite dans un contexte de compétition, insécurité économique, exposition aux crises globales, etc.

© Nick Chen – Unsplash.org

face aux nouvelles technologies, aux crises globales ou aux injonctions sociales qui caractérisent nos sociétés contemporaines.

Les implications sont majeures. Sur le plan scientifique, il devient nécessaire de développer des recherches pluridisciplinaires, capables d'intégrer différents niveaux d'analyse : individuel, familial, intergénérationnel, culturel et politique. Sur le plan des interventions, les réponses doivent être systémiques et globales. Agir uniquement sur les écrans ou sur l'accès aux soins de santé mentale, bien qu'important, risque de ne pas suffire. Le changement à promouvoir est aussi culturel, social et politique. Sans cela, les mesures adoptées risquent surtout de traiter les symptômes sans s'attaquer aux causes profondes du malaise adolescent contemporain. 

1. Organisation Mondiale de la Santé (2025). Mental health of adolescents. World Health Organization. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health>
2. Haidt, J. (2024). The anxious generation : How the great rewiring of childhood is causing an epidemic of mental illness. Penguin Press.

Le Forum des jeunes : écouter, rassembler, agir.

Le Forum des Jeunes est une organisation qui représente les jeunes en Wallonie et à Bruxelles. Il rassemble des jeunes, aux idées et aux parcours divers et variés, pour réfléchir ensemble aux sujets qui les concernent et agir concrètement. Lors de rencontres participatives, les jeunes partagent leurs préoccupations, qu'elles soient liées à l'actualité, à leur quotidien ou à des enjeux plus larges, en Belgique et ailleurs.

En les accompagnant dans leurs projets et en diffusant leurs messages auprès des responsables politiques, le Forum des Jeunes contribue à former des citoyen·nes responsables, actifs, critiques et solidaires (C.R.A.C.S), prêts à s'engager pour une société plus juste, plus durable et plus démocratique.

Le Forum réalise également des consultations et des enquêtes pour récolter l'avis des jeunes. D'ailleurs, jusqu'à la fin du mois d'août 2026, dans le cadre du projet *C'est quoi être jeune aujourd'hui ?*, le forum récolte la parole des jeunes, entre 16 et 30 ans, sur tous les sujets qui les concernent. 



Participez à l'enquête
*C'est quoi être jeune
aujourd'hui ?*

Ces jeunes qui grandissent trop tôt



Par **Christian Carpentier**,
responsable communication de l'asbl Aidants Proches¹

Un jeune sur cinq est confronté à des réalités d'adulte bien avant l'âge, en s'occupant d'un parent en déficit d'autonomie suite à une maladie grave, un handicap ou une assuétude, en Wallonie et à Bruxelles. Une réalité beaucoup trop peu connue et reconnue, que la plupart d'entre eux vivent en silence, dans une indifférence sociétale pesante. Ce rôle impacte pourtant souvent leur scolarité et les prive du droit à l'insouciance des enfants et adolescent-es de leur âge.

Certain-es changent une poche stomacale. D'autres préparent les repas. Paient les factures. Surveillent les devoirs de leurs frères et sœurs. Ou multiplient les petits boulots pour compenser le manque de revenus de la famille. Quand ils ne font pas un peu tout ça à la fois. Ils sont ce que l'on appelle de « jeunes aidants-proches² » qui, à l'instar de leurs aînés, aident ou prennent le relais d'un parent en déficit d'autonomie physique ou psychique, pour une durée plus ou moins longue.

Combien sont-ils précisément, ces jeunes que la littérature s'accorde à définir comme les aidants-proches âgés entre 0 et 25 ans ? Les autorités belges n'ont jamais entrepris de le chiffrer. Depuis 2013, l'enquête santé de Sciensano se penche régulièrement sur ce qu'on appelle pudiquement « l'aide informelle ». Mais, pour des raisons pas toujours aisées à comprendre, elle se limite aux citoyen-nés de quinze ans et plus, et avec des résultats parfois sujets à caution. En Belgique, les plus jeunes aidants-proches officiellement recensés par leur mutuelle ont pourtant... entre 5 et 9 ans.

220 000 jeunes en Wallonie

C'est dire tout l'intérêt d'une étude réalisée dans le cadre de son mémoire par Louise Göbbels, une étudiante de l'ULiège³, qui a débouché sur une publication officielle par la Mutualité chrétienne en 2023⁴. Elle a questionné 1 109 élèves de 11 à 24 ans, scolarisés dans 11 des 62 écoles libres du secondaire de la province de Liège, actives dans le général, le différencié, le technique et le professionnel. Et elle fourmille de données particulièrement riches, mettant en lumière une ampleur insoupçonnée du phénomène tout autant que l'utilité de le prendre à bras-le-corps pour endiguer ses conséquences.

« 61% DES JEUNES AIDANTS-PROCHES DE LA RECHERCHE LIÉGEOISE SONT DES FILLES. (...) »

Premier constat frappant : 19,3 % de ces élèves se sont reconnus comme aidants-proches. Soit un sur cinq ! L'intensité de l'aide à leur proche est certes variable, mais cela glace le sang. D'autant que d'autres recherches menées en Angleterre, en Flandre ou à Bruxelles confirment des fourchettes de 14 à 21%. Y compris en France, pour une enquête portant cette fois sur les étudiant-es du Supérieur⁵. Extrapolé à l'ensemble des 0-25 ans, cela signifie que près de 700 000 enfants, adolescent-es et jeunes adultes sont des aidants-proches en Belgique : 220 000 en Wallonie, 70 000 à Bruxelles et 400 000 en Flandre.

61 % des jeunes aidants-proches de la recherche liégeoise sont des filles. La prévalence augmente par ailleurs avec le vieillissement. Mais « sont-ils effectivement plus nombreux avec l'âge, ou sont-ils seulement plus conscients de l'être ? » s'interroge avec pertinence l'auteure de l'étude. Tout aussi interpellant : ces jeunes aidants-proches suivent deux fois plus souvent que d'autres une filière de l'enseignement technique et professionnel. Ils ont aussi une probabilité deux fois plus élevée d'avoir doublé au moins une année scolaire.

Maladie, handicap, addiction et vieillissement

La personne aidée est quant à elle le plus souvent un parent (47%) ou un grand-parent (24,5%) et une sur deux vit sous leur toit. Maladie (41%) et handicap (19%) caracolent en tête de l'aide apportée, juste devant les addictions et le vieillissement (17 % chacun). Dans 6 cas sur 10, le jeune ne bénéficie pas du soutien d'un professionnel. Niveau ressenti, 47 % des jeunes aidants-proches reconnaissent que cela impacte leur temps libre, 39 % en disent de même

pour leur travail scolaire, 25 % leurs loisirs, 21 % leurs relations avec leurs ami·es et même 13 % leur choix d'étude et leur future profession.

Maé, qui habite sur les hauteurs de Namur, ne dit pas autre chose. Quand le cancer de sa maman s'est déclaré, elle suivait des études de garnisseuse. Elle a désormais bifurqué vers une formation d'assistante vétérinaire, emploi réputé plus stable et – surtout – salarié, « ce qui offre un filet de sécurité, dont j'ai pris conscience qu'il a été bien utile à ma maman, au plus fort de sa maladie ».

« Les aider à les soutenir »

Comme tant d'autres, Maé ne s'est pas posée de questions, quand le cancer de sa maman s'est déclaré. Du haut de ses 19 ans, elle a pris le relais pour les tâches du quotidien, s'est occupée de faire « tourner » le ménage et s'est même surprise à retourner dormir à ses côtés, dans les moments plus compliqués. Pas par obligation. Juste par amour. Et sans oser en parler à personne de son entourage. Ou presque, car le hasard a voulu que le courant passe bien avec une de ses enseignantes qui avait, jadis, tenu un magasin... de produits destinés aux personnes atteintes

d'un cancer. À elle, elle a réussi à parler, se confier, déposer ses doutes, ses colères et ses craintes, tout en recevant de précieux conseils en retour. Et surtout du soutien.

Mais combien d'enseignant·es en sont-ils capables ? Probablement très peu, faute d'avoir été formé·es à ce phénomène encore trop invisible, son amplitude et ses conséquences. Leur permettre d'en découvrir les contours, c'est un des buts du projet lancé en 2024 par l'ASBL Aidants Proches, avec l'aide du Fonds social européen. Entourée de professionnel·les, elle a déjà édité un premier flyer, à destination des jeunes. Elle en finalise un autre, dédié cette fois aux professionnel·les du petit monde de l'école.

« On y trouvera une définition de la proche-aidance chez les jeunes, une série de signaux pour apprendre à la repérer et des conseils pour soutenir le jeune, avec lui et pour lui », explique Amandine Nihoul, qui copilote le projet avec Adelle Royer au sein de l'ASBL. « Notre but est de les aider à les aider. Trop souvent, on considère encore qu'un enfant ou un ado qui arrive régulièrement en retard le matin a juste joué aux jeux vidéo jusqu'à pas d'heure et n'a pas su se lever. Dans les faits, cela cache pourtant peut-être une réalité bien plus douloureuse qu'il a du mal à exprimer en confiance, à un âge où le besoin d'apparence



© Nhat Anh Nguyen Chi – Unsplash.org

La personne aidée est le plus souvent un parent ou un grand-parent souvent malade ou handicapé. Un investissement personnel coûteux pour le jeune et un impact sur sa vie estudiantine, professionnelle et ses loisirs.

Ces jeunes qui grandissent trop tôt

de "normalité" est si primordial. Dire à ces profs ce qu'est la proche aidance et la proportion importante d'élèves qu'elle touche, c'est leur permettre de s'en saisir et de l'intégrer dans leurs pratiques, tant leur rôle est crucial pour l'avenir de ces adultes en devenir. »

Cette préoccupation, c'est aussi ce qui a amené l'ULB à décliner de façon créative le décret sur les « étudiant·es à besoins spécifiques », principalement utilisé jusqu'alors pour aménager la scolarité des jeunes sportif·ves de haut niveau. Sur base d'un dossier confidentiel dûment étayé, elle permet à ses jeunes aidants-proches de bénéficier d'une souplesse adaptée dans leurs obligations de présence aux cours ou l'organisation de leurs sessions d'exams. Mise en relief par l'asbl Aidants Proches, l'initiative a depuis été transposée par l'ULiège, l'UNamur et l'UMons. Des contacts sont en cours avec la ministre de l'Enseignement afin qu'elle incite un maximum d'établissements à intégrer à leur tour cette possibilité dans leur règlement, et pas seulement au niveau du Supérieur... 

1. ASBL Aidants Proches, 081/30.30.32, infoaidants@aidants.be
2. NDLR : Le tiret à « aidant-proche » dans cet article marque la volonté de l'auteur d'en faire un mot à part entière.
3. Göbbels, L. (2023). Mémoire, y compris stage professionnalisant – Séminaires méthodologiques intégratifs – Mémoire : Les jeunes et la situation d'aidant proche en province de Liège : analyse des facteurs influençant leur qualité de vie. Université de Liège, Liège, Belgique – <https://matheo.uliege.be/handle/2268.2/18465>
4. Jeunes et aidants proches : des chiffres pour témoignage, MC, 2023 – https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/328347/1/24_JAP_Rapport_MC_VFinal.pdf
5. Young adult caregivers in higher education : a study of prevalence in France, Basile Chevrier, Aurélie Untas, Géraldine Dorard, JAID, France, 2023.

En janvier 2026, le Centre d'Action Laïque plaiderait pour un statut juridique protecteur pour les aidants-proches qui garantisse des droits sociaux, de la dignité et un accompagnement adapté.

Pour en savoir plus :



www.laicite.be/...

Philéas & Autobule

20 ans

LES ENFANTS PHILOSOPHES

La revue philo des 8 - 13 ans
pour développer l'esprit
critique et réfléchir en famille !



Pour utiliser la revue et ses outils
pédagogiques en classe, participez aux
« Philéas & Autobule : mode d'emploi »

Les mercredis 14/10, 16/12, 17/03 et 16/06
de 14h à 17h à La Cité Miroir à Liège.

Ces formations sont gratuites mais le
numéro de la revue est nécessaire (venir
avec le numéro concerné ou acheter le
numéro sur place à 5 €).



INSCRIPTIONS :
ateliers@calliege.be
+ D'INFOS SUR :
phileasetautobule.com



Des bulles, des clashes Information & nouvelle génération



Rencontre avec Marc Malcourant, animateur chez CAPmédia
Propos recueillis par Grégory Pogorzelski

Marc Malcourant est formateur et animateur pour CAPmédia, une association d'éducation aux médias et à l'information qui s'adresse tant aux étudiant·es qu'aux personnel éducatif. Il nous parle de sa longue expérience en la matière.

Comment s'informent les jeunes que vous rencontrez en animations ?

Ils et elles s'informent sur internet, souvent sujet par sujet. Face à une question sur l'actualité, le premier réflexe est de taper sa requête dans la barre de recherche et de prendre la première source qui semble crédible. Généralement, le lien les amène sur TikTok, avec des contenus peu filtrés, les premiers qui leur sont proposés dans leurs bulles algorithmiques. Peu cherchent plus loin. Le contact avec les médias traditionnels vient généralement de l'école ou de la famille :

de temps en temps, les jeunes regardent la télé en famille, parfois à l'heure du journal télévisé. Mais le téléphone est encore sur les genoux.

Cela marque-t-il un manque d'intérêt de leur part ?

Plutôt un manque d'habitude. Quand nous creusons la question avec les groupes, ils nous répondent que pour obtenir une information vraiment précise et fiable, il faut aller vers des rédactions, des chaînes d'information, des médias plus

traditionnels, qui ont pour eux une certaine aura. Mais s'il y a recherche de l'information, c'est aussi lié à l'actualité. Pour cela, il y a de la curiosité. Mais sans un intérêt personnel pour un sujet, c'est rare pour eux d'aller chercher plus loin.

Comment jugent-ils la légitimité d'une information ?

Encore une fois, c'est la rapidité qui prime. La première réponse qui leur convient. Ensuite, comme avec tous les médias, ils sont sensibles à la mise en scène de l'information, comment elle est présentée et par qui. C'est une question d'image, de profil, de qui est influent dans telle ou telle bulle médiatique : c'est plus à la personne qu'au média qu'on fait confiance. Et ce, que ça soit pour une actualité chaude à Dubaï ou pour des recettes de cuisine.

C'est la même mécanique qu'au journal télévisé : ça se joue au feeling, au charisme. Dans les années 1980, les télévisions engageaient des profils de « gendres idéaux » comme présentateurs pour plaire à la ménagère. Aujourd'hui, pour plaire aux jeunes, les réseaux mettent plutôt en avant les profils du grand frère, de la copine idéale ou du professeur qu'on voudrait avoir. Et grâce à leur prestance et leur mise en scène, ils attirent du public qui leur donne encore plus de crédibilité.

Une différence importante : hier, le public regardait les mêmes journaux. Aujourd'hui, chacun est dans sa propre bulle algorithmique et ignore plus ou moins ce qui se raconte dans les autres.

Comment parlent-ils d'information entre eux ?

La jeune génération compare les influenceurs et influenceuses, pas les informations. C'est normal : les plateformes réseau comme TikTok ne sont pas des rédactions, elles ne sont pas pensées pour diffuser de l'information, mais pour produire de l'engagement et du buzz. Ces réseaux sont utilisés comme cela : ça existe, c'est là à disposition, ça fait partie du décor. C'est un usage un peu aveugle, mais c'est précisément dans ce but que ces plateformes ont été conçues.

Cet éclatement des canaux rend difficile l'éducation aux médias. Notre association travaille sur le sujet depuis 1995. À l'époque, nous pouvions comparer deux journaux radicalement différents : celui, public, de la RTBF et celui, privé, de RTL. Nous étions face à deux cas de figure

« (...) AUJOURD'HUI, CHACUN EST DANS SA PROPRE BULLE ALGORITHMIQUE (...) »



© Nick Fewings – Unsplash.org

Aujourd'hui, le public a le monde entier à portée de clic et, face aux flots d'information, il est indispensable de prendre de la hauteur et de faire preuve d'esprit critique.

bien distincts, avec des fonctionnements différents, et en les comparant on pouvait faire émerger des modèles, pointer du doigt des divergences ou les travers de l'un ou de l'autre.

Aujourd'hui, d'un côté, nous sommes face aux rédactions traditionnelles, avec une compréhension du métier, des codes éthiques et déontologiques. Ce n'est pas toujours respecté ou utilisé à bon escient, mais c'est là, ça crée une forme de responsabilité. Et de l'autre côté, nous voyons des gens qui diffusent de l'info sur le ton de la conversation, sans vérification, qui élaborent des théories au jugé, et dont le but est d'accroître leur audience par tous les moyens. Faire la différence entre les deux est très compliqué. En Belgique, c'est encore relativement cadré, mais en France, c'est différent, les chaînes traditionnelles programment des émissions d'opinions beaucoup plus clivantes.

La façon dont l'information est traitée a-t-elle changé ?

Oui. Comme si le but n'était plus de diffuser des faits mais de créer des clivages, des camps. Par exemple, en ce qui concerne le dernier attentat contre Donald Trump, des personnes ont très vite diffusé des théories plus ou moins fantaisistes sur un coup monté, sans preuves, sources ou témoignages. Le public s'est divisé : vrai ou pas ? Cette polarisation semble au cœur de l'information : il faut des raisons de rejoindre un camp ou l'autre, de croire à telle ou telle interprétation. Ce genre d'information vous demande de prendre position, implicitement, même si vous n'avez pas les outils pour le faire de façon rationnelle.

Les discours haineux et populistes semblent de plus en plus diffusés. Est-ce juste une impression ?

Non. Dans un paysage médiatique tel que celui-ci, c'est prévisible. Le public cherche de l'information parce qu'il est confronté à quelque chose de nouveau. Il tombe sur un discours simpliste qui fournit une explication fausse ou insuffisante, mais à sa portée, lui qui n'est pas spécialiste. C'est caricatural, ça clive, et aujourd'hui le clivage fait le succès de l'information mais on y perd son empathie et sa compréhension du monde. Chacun et chacune a cette impression d'avoir la planète entière à portée de clic, mais en réalité, l'internaute touche juste la surface de ses bulles d'information. Cela rend l'opinion publique très malléable, et ce n'est pas anodin. Les plateformes comme YouTube ou TikTok ne sont pas des projets d'individus lambda : derrière, il y a des États, d'énormes entreprises. Les gens qui sont aux commandes ont ça en tête.

Quel est le futur de l'éducation aux médias ?

Plutôt sombre. S'informer de manière critique, c'est épuisant, on se décourage. Je mets mon public en garde, mais à la sortie de la classe, il plonge la tête dans son téléphone. Ça ne suffit plus de changer les idées et les points de vue : ce sont les comportements qu'il faut changer. Le travail nécessaire est bien plus important qu'avant, mais on souffre d'un manque de temps et de moyens disponibles. On est contraint au court terme alors que seuls des projets à long terme peuvent encore endiguer ça. Toutes les figures politiques parlent de l'importance capitale de l'éducation aux médias, surtout après des événements traumatisants comme des attentats. Mais matériellement, CAPmédia ne peut plus assurer sa mission, et nous avons hélas décidé de démanteler l'association. Nous ne pouvons plus continuer nos activités sans nous endetter. 

Masculinisme et menace de l'égalité des genres

Entre octobre 2025 et janvier 2026, le Forum des Jeunes a mené une enquête auprès de plus de 2 000 jeunes, afin d'analyser leur perception du masculinisme. Les résultats montrent que si une large majorité en a déjà entendu parler, la notion reste floue et suscite des interprétations très variées. Certaines y voient une défense, aux intentions positives, des droits des hommes, tandis que d'autres l'assimilent à un équivalent du féminisme, sans spécifier que le féminisme vise l'égalité, tandis que le masculinisme prône la domination. À l'inverse, une part importante des jeunes identifie clairement le masculinisme comme un courant préoccupant, porteur d'inégalités et de stéréotypes, et contraire à leurs valeurs.

L'étude met également en évidence une forte exposition à ces discours, principalement via les réseaux sociaux, souvent de manière involontaire. La popularité de certains créateurs de contenu contribue à leur diffusion, soulevant des questions sur le rôle des plateformes et de leurs algorithmes.

Au-delà de leur visibilité, ces discours ont déjà des effets concrets sur les relations et les comportements. Face à ce constat, les jeunes appellent à renforcer l'éducation et la sensibilisation, à responsabiliser les plateformes numériques et à mettre en place des actions politiques concrètes pour répondre à ce phénomène qu'ils jugent dangereux pour eux et pour la démocratie. 

DOCUMENTAIRE

Tout s'est arrangé (ou pas)

Pierre Schonbrodt et Véronique de Thier



En 2022, un premier documentaire *Tout va s'arranger (ou pas)*, abordait les effets dévastateurs des confinements sur la santé mentale des jeunes. À la suite de celui-ci, un collectif composé de jeunes concernés et d'adultes engagés s'est formé et ils ont décidé de ne pas en rester là. Pendant trois ans, ils ont observé, documenté, questionné et de ce travail est né ce second film.

Centre d'Action Laïque
en partenariat avec la FAPEO



www.laicite.be/...

ÉMISSION

Jeunes : comment grandir dans un monde qui déraile ?



Réseaux sociaux, pression scolaire, néolibéralisme, monde qui brûle : les générations qui viennent ont des raisons de ne pas aller bien. Et quand elles s'engagent, elles sont regardées de haut ou avec crainte. Cette émission questionne et analyse nos faillites face aux jeunes avec, entre autres, Caroline Coq-Chodorge, journaliste à Médiapart, Salomé Saqué, journaliste à *Blast*.

À l'air libre (Médiapart), 2025



www.youtube.com/...

LIVRE

Sois jeune et tais-toi, réponse à ceux qui critiquent la jeunesse

Salomé Saqué

SALOMÉ SAQUÉ

Sois jeune
et tais-toi



www.payot-rivages.fr/...

Salomé Saqué dresse un portrait lucide et documenté d'une jeunesse lassée d'être érigée en bouc émissaire, alors même qu'elle hérite d'un monde en crise. Cet essai déconstruit les clichés sur la jeunesse (paresse, inculture, égoïsme, etc.) démontrant leur non-fondement. Il révèle une réalité sombre : précarité économique, santé mentale en danger, difficultés d'insertion professionnelle et éco-anxiété. Ce livre est un appel à écouter et à soutenir une génération qui affronte des crises majeures.

Payot, 2023

PODCAST

Parlons jeunesse

Service de la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Ces six podcasts s'adressent aux travailleur·euses de jeunesse mais également aux professionnel·les, parents ou aux jeunes directement, curieux d'explorer davantage les enjeux qui touchent le secteur jeunesse aujourd'hui et les jeunes de manière générale. Cette série propose une véritable boîte à outils pour mieux comprendre et agir dans le secteur jeunesse.



www.youtube.com/...

Service de la Jeunesse de la
Fédération Wallonie-Bruxelles,
2024

SÉRIE DOCUMENTAIRE

Gen Z, une génération qui se soulève



Cette série de reportages documentaires explore l'engagement politique et social, à travers le monde, de la Gen Z, cette jeunesse née après la fin des années 1990. ARTE met en lumière comment cette génération, ultra-connectée, se soulève contre la corruption, les inégalités et l'autoritarisme.

ARTE, 2025
8 épisodes disponibles jusqu'à l'automne 2026



www.arte.tv/...

BANDE DESSINÉE

9 secondes, la civilisation du poisson rouge

Bruno Patino et Morgan Navarro



Cette bande dessinée explore nos travers numériques. Le poisson rouge tourne dans son bocal. Il semble redécouvrir le monde à chaque tour. Les ingénieurs de Google ont réussi à calculer la durée maximale de son attention : 8 secondes. Ces mêmes ingénieurs ont évalué la durée d'attention de la génération des millennials, celle qui a grandi avec les écrans connectés : 9 secondes. Nous sommes devenus des poissons rouges, enfermés dans le bocal de nos écrans, soumis au manège de nos alertes et de nos messages instantanés.

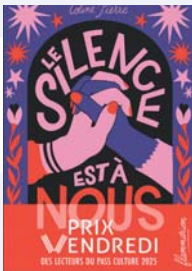


www.dupuis.com/...

LIVRE

Le Silence est à nous

Coline Pierré



Léo, lycéenne timide, assiste à une agression sexuelle mais reste paralysée. Rongée par la culpabilité, elle contacte la victime, Maryam, et l'aide à en parler. Face à une direction qui minimise les faits et impose des règles injustes aux filles, leur colère grandit. Avec leur amie Aïssa, elles lancent une grève de la parole qui, peu à peu, entraîne tout le lycée dans un mouvement de contestation.

Un texte très fort sur la désobéissance, l'engagement collectif et la possibilité d'inventer d'autres façons d'être ensemble. À partir de 14 ans.

Flammarion, 2025



www.flammarion

jeunesse.fr/...

SÉRIE

Skam



Skam est une série norvégienne révolutionnaire sortie en 2015 (et adaptée dans plusieurs pays, dont la version franco-belge en 2018). La particularité de cette série : des photos et vidéos sont publiées sur les réseaux sociaux Instagram et Facebook au moment précis de l'action, sur des faux profils appartenant aux personnages de la série. Skam plonge dans le quotidien réaliste d'adolescentes d'Oslo, abordant sans tabou des sujets cruciaux comme le harcèlement, la sexualité, le viol, la religion et la santé mentale.

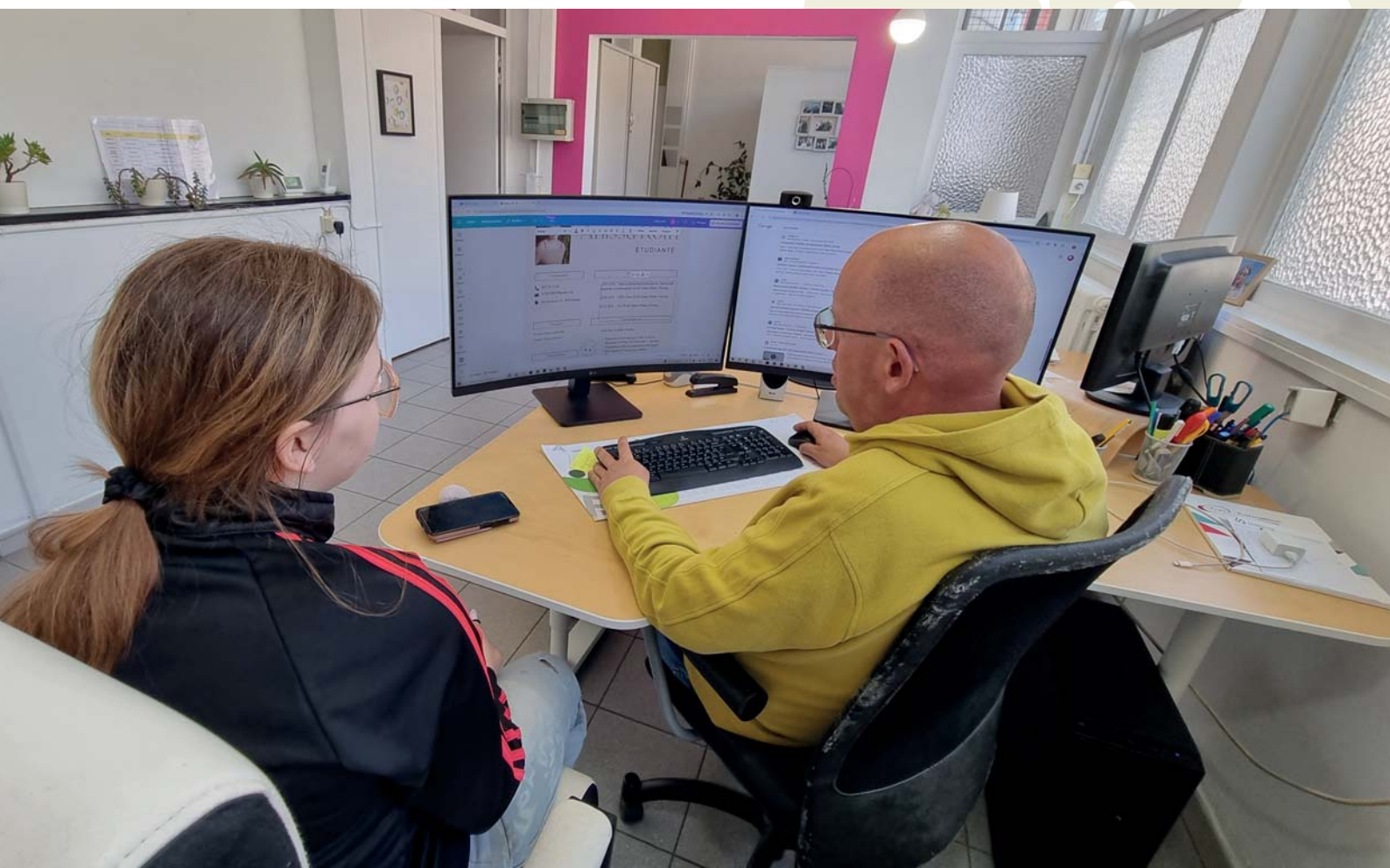
Créée par Julie Andem (4 saisons), diffusion sur NRK (service public norvégien), 2015



www.dailymotion.com/...

La Mda – l'info des jeunes, un tiers-lieu en devenir

Un reportage réalisé par Isabelle Leplat



C'est dans une petite rue à proximité de deux écoles secondaires, près du pont de Seraing, que la Mda – l'Info des jeunes, association membre du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, a élu domicile depuis une petite dizaine d'années. Une situation idéale qui permet aux jeunes qui le souhaitent de passer après les cours ou pendant une heure de fourche.

D'entrée de jeu, le lieu frappe par sa luminosité et la sérénité qu'il dégage. À droite et au fond, les ordinateurs du cyberspace sont occupés par des jeunes. Sur la gauche, deux ados se sont posés dans un petit salon cosy. Chacune dans un coin de cet espace, deux animatrices travaillent à leur bureau. Où qu'il pose le regard, le public trouve une personne de référence. Un agencement qui traduit à merveille les préoccupations de la Mda – l'Info des jeunes : proposer un cadre accueillant et offrir une place pour l'échange à quiconque pousse sa porte.

Depuis neuf ans, Stéphanie, dont le bureau se trouve après la porte d'entrée, accueille celles et ceux qui entrent avec un grand sourire. Parmi ses nombreuses tâches, elle anime des sessions d'éducation aux médias et d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS). Les thématiques abordées recoupent les relations interpersonnelles, le masculinisme mais aussi l'homophobie. « Ce sont des sujets assez délicats à discuter. Je laisse les participant·es s'exprimer et je rappelle, de manière bienveillante, les propos interdits par la loi. » Même si certaines opinions ne sont pas faciles à entendre. Pas question, donc, d'aller au clash et de rompre la discussion, mais bien de créer une relation de confiance. « J'utilise beaucoup l'humour. Je leur explique parfois qu'ils me font peur et qu'ils me brisent le cœur. »

Des permanent·es polyvalent·es

En 2018, une semaine d'animations sur les médias porte à l'attention de l'équipe que les outils datent et méritent d'être renouvelés. Stéphanie et son collègue Michaël se mettent à plancher sur un jeu qui suscitera des échanges sur des questions aussi variées que, notamment, le sexisme, l'homophobie, la sécurité et le harcèlement en ligne. Un an après naît Instagood, un superbe jeu de plateau qui se joue en équipe et réunit 15 joueurs au maximum. « C'est un outil qui est idéal pour les premières et deuxième secondaires » explique Michaël. « Nous sommes en train de développer une version à destination des élèves de primaire, sur une demande des enseignant·es que nous avons ren-



La Mda met un cyberspace à disposition de quiconque en a besoin.

contré·es. Nous aimerions obtenir des subsides en ce sens. » C'est à deux que Stéphanie et Michaël animent les séances. Car s'il y a bien une caractéristique partagée par tous les membres de l'équipe, c'est la polyvalence.

Ainsi, Michaël est infographiste de formation, mais ce n'est pas là son seul rôle. « Je m'occupe de la maintenance technologique et informatique, du montage des stands... J'ai aussi un CAP qui me permet d'animer. » Il propose également une aide à la mise en page ainsi que des sessions d'étude de la théorie pour le permis de conduire avec simulation d'examen. En plus, il investit la communication de la structure. En témoigne ce grand écran qui informe les jeunes des nouveautés ou des rendez-vous de l'association, mais aussi la tablette à la sortie qui permet de recueillir quelques données (âge, sujet traité et niveau de satisfaction) sur les usagers, sans pour autant trahir la confidentialité requise dans le cadre de l'accueil. « Parfois, les organes subsidiaires nous demandent des informations contradictoires, et nous devons trouver des solutions pour combiner leurs exigences. »

Tina est la plus ancienne des employé·es de la Mda – l'Info des jeunes. Depuis 24 ans, elle a en charge l'aspect administratif du travail. « Je gère le secrétariat, la budgétisation

et la justification financière des projets, les prestations et les salaires des employés ainsi que le paiement des factures. » Son bureau à l'écart est un écrin de calme, et sa porte est toujours ouverte. « Les jeunes qui me connaissent viennent me saluer. Parfois, ils ferment la porte derrière eux parce qu'ils ont besoin de parler. Je leur propose quelquefois d'avoir recours à d'autres structures qui peuvent les aider ». Il lui arrive aussi de recevoir des parents qui cherchent de l'aide pour remplir des demandes de visas, par exemple. « Nous sommes aussi un peu des écrivains publics. » Sa douceur et sa capacité d'écoute en font une interlocutrice attentionnée. Toutefois, elle précise : « Je ne suis pas la seule à les accueillir. Chacune et chacun de nous remplissons ce rôle. À tel point qu'ils nous connaissent et reviennent quand ils en ont besoin. » Nizar, 20 ans, confirme : « La première fois que je suis venu, je devais avoir 14 ou 15 ans. Je me posais beaucoup de questions sur mon orientation scolaire. Et je suis revenu. Parce qu'il y a des choses que je peux dire ici dont je n'ai pas envie de parler à la maison. De plus, je peux être orienté vers d'autres services dont je pourrais avoir besoin. » Habitué du lieu, Nizar n'a pas manqué de conseiller l'endroit à ses copains.

Le bouche-à-oreille est sans conteste un excellent moyen de faire connaître l'association. Mais ce n'est pas le seul. Alix et Maud, les deux dernières arrivées, se rendent deux

fois l'an dans les écoles lors des « Midis de l'info » pour présenter les services proposés par l'association. Mais pas seulement. « Nous organisons des speed-meetings dans une école du territoire, c'est-à-dire que nous rassemblons pendant une journée une dizaine d'associations sériennes d'aide à la jeunesse pour qu'elles se présentent aux élèves », explique Alix. Un moment qui renforce également la collaboration entre ces dernières. Maud complète : « La tournée des associations invite les jeunes à se rendre dans les associations qui peuvent les aider parce qu'il leur est parfois difficile de pousser une porte sans savoir à qui ils auront affaire. »

**« (...)
 LA POLYVALENCE
 FAIT PARTIE
 INTÉGRANTE DE
 LEUR QUOTIDIEN.
 (...) »**

Comme pour leurs collègues, la polyvalence fait partie intégrante de leur quotidien. Alix aide les jeunes dans la rédaction de leur C.V. et de leur lettre de motivation pour trouver un job d'étudiant-e. « Je leur propose aussi de petits jeux de rôles pour simuler un dépôt de CV ou un entretien. Et je recherche des propositions de jobs pour les diffuser sur Instagram de manière accessible. » Pendant les vacances, elle organise aussi des journées dédiées à jouer avec ses propres jeux, l'association ne pouvant se permettre cette dépense. Le mois de juillet est marqué par les demandes de bourse à remplir. Maud est quant à elle la dernière à avoir intégré l'équipe. Elle met à profit ses connaissances en communication et en audiovisuel via le projet *Tips on web*, des petites capsules vidéo éducatives réalisées par des jeunes à

La Mda propose également des animations spécifiques pour les groupes de jeunes. Ici à l'espace laïcité de Seraing.





L'ambiance familiale et chaleureuse qui règne dans l'équipe déteint sur les interactions avec les jeunes.

destination d'autres jeunes en collaboration avec le SAS Compas-Format. « Nous avons vu avec eux les aspects théoriques de la vidéo puis ils ont écrit, filmé et monté le tout ». Le résultat est visible sur Instagram.

L'argent, le nerf de la guerre

Pour Evelyne Gertsman, coordinatrice, c'est une grande richesse de travailler avec des collègues qui ont de l'ancienneté et qui connaissent l'association et les projets, mais aussi des jeunes qui amènent un vent de fraîcheur en étant proches des préoccupations de leur public, notamment dans l'utilisation des réseaux sociaux. « Malheureusement, même si Alix et Maud ont un excellent contact avec les jeunes et sont parfaitement intégrées à l'équipe, je ne peux pas les garder sur le long terme. C'est vraiment dommage parce que les jeunes ont besoin d'un référent stable », se désolent-elles. En cause : le système d'aides à l'emploi.

En ce qui concerne l'obtention de subsides, le nombre de sources a diminué comme une peau de chagrin : « Aujourd'hui, nous devons absolument inscrire nos projets dans un appel lancé par la plateforme unique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Alors qu'auparavant, nous pouvions introduire une demande de subvention libre pour un projet de notre choix », regrette-t-elle. Il s'agit donc, par exemple, de faire rentrer la réédition d'*Instagram* et un voyage pour la mémoire dans un appel lancé par les pouvoirs subsidiaires. Heureusement, l'association peut compter sur le soutien de ses partenaires de longue

date tels que la Ville de Seraing, la Province et le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège. « J'ai une équipe formidable. La preuve : mes collègues ont accepté de réduire leur salaire pour que l'association reste viable ! », explique-t-elle avec émotion.

Quoiqu'il en soit, la mission première, à savoir fournir une information fiable aux jeunes dans tous les domaines qui les concernent, est toujours remplie avec autant d'attention et de rigueur. Même si, depuis environ un an et demi, les adolescent·es viennent aussi pour se poser, discuter, débattre entre eux de différents sujets. « Nous sommes en train de devenir un vrai tiers-lieu ! », constatent les membres de l'équipe. Un changement induit par l'ambiance familiale et chaleureuse qui règne dans l'équipe et qui déteint inmanquablement sur les relations qu'ils et elles entretiennent avec les adolescents et jeunes adultes.

L'après-midi touche à sa fin. Cyrille, 17 ans, peaufine la mise en page de son travail de fin d'études. Il aime venir pour y trouver du calme, une ambiance studieuse mais aussi un endroit où il peut souffler. Pendant ce temps, les collègues se munissent de balais, produit nettoyant et aspirateur. « Nous n'avons plus de fonds pour engager une personne pour s'occuper de la maintenance », sourient Alix et Maud. Polyvalent·es, sans aucun doute ! 

>>>



Retrouvez la Mda
sur Instagram

A photograph of Cyril Dion sitting in a theater, looking towards the camera. He has curly grey hair and a beard, wearing a green jacket over a black shirt. The theater seats are red, and the background is dark.

Cyril Dion De nouveaux récits pour changer le monde

Rencontre avec Cyril Dion
Propos recueillis par Arnaud Leblanc

Cyril Dion est un écrivain, réalisateur, poète et militant écologiste français bien connu. En 2016, son film documentaire *Demain*, réalisé avec Mélanie Laurent, dépasse le million d'entrées en France et connaît un succès retentissant. Il est souvent cité encore aujourd'hui comme source d'inspiration pour de nombreux projets citoyens. De passage à Liège, à l'invitation de l'association Les amis du jardin, il nous invite à nourrir de nouveaux récits écologiques, sociaux et démocratiques pour changer le monde. Rien que ça !

Aujourd'hui, les récits en lien avec l'avenir de la planète n'ont souvent rien de réjouissants. Vous considérez-vous comme éco-anxieux ?

Oui, je suis anxieux. Je suis un traitement pour cette pathologie avec une très bonne psychiatre (Rires). Étant anxieux, je suis d'autant plus éco-anxieux. Mais, pour ce qui est de l'éco-anxiété, cela me paraît à peu près normal. Pour moi, c'est un carburant nécessaire pour avoir l'énergie de réagir. C'est un signe que les gens sont plutôt sains d'esprit. L'anxiété est une anticipation négative du futur. Quand on pense à l'écologie, étant donné qu'on entend les prévisions de plus en plus alarmantes et que les prévisions du passé se sont plutôt concrétisées, il y a toutes les raisons d'être inquiets. C'est le fait de ne pas être inquiets qui me semble problématique.

Mais le remède à l'anxiété, c'est de revenir dans le présent et de se remettre en action pour reprendre du pouvoir par rapport à quelque chose. Ce qui fait du bien aux anxieux, je parle en connaissance de cause, c'est de retrouver le sentiment qu'ils ont une prise sur la situation et que cette dernière n'est pas simplement quelque chose qui leur échappe. Si vous êtes éco-anxieux, je vous conseille de commencer à faire des choses qui vous donnent le sentiment que vous contribuez d'une façon ou d'une autre à résoudre le problème. Vous pouvez le faire soit à côté de chez vous, soit en participant à des mobilisations qui constituent des rapports de force avec les responsables politiques.

En 2016, vous avez sorti le film *Demain*, une grande inspiration pour beaucoup. À l'heure d'une nouvelle diffusion en salles 10 ans plus tard, le film a-t-il créé des vocations ?

Il ne se passe quasiment pas une semaine sans qu'il y ait quelqu'un qui m'interpelle dans la rue pour me dire que ce film a changé quelque chose à sa vie. C'est assez stupéfiant. Pour moi, l'exemple le plus marquant, c'est la Ville de Paris. En 2018, France 2 nous avait commandé *Après-Demain*, un film sur l'impact de *Demain* après sa diffusion. Dans ce documentaire Anne Hidalgo, alors maire de Paris, témoignait en disant « Quand j'ai vu l'exemple de Copenhague dans le film, cela m'a inspiré le fait de faire la même chose à Paris. Je me suis dit que, nous aussi, nous pouvions nous débarrasser des voitures dans la ville, faire des pistes cyclables et avoir plus de cyclistes ». Il se trouve que dix ans plus tard, la capitale française a diminué par deux la pollution de l'air et le trafic routier. Le nombre de cyclistes a augmenté de 300 %. En termes d'impact, c'est vraiment pas mal !

Ainsi, une œuvre documentaire diffusée a eu une influence notable. Cela vous a inspiré une réflexion sur le changement.

Nancy Huston, une romancière franco-canadienne, a écrit un livre très intéressant, *L'Espèce fabulatrice*. Elle y écrit que, pour nous, les humains, raconter des histoires, c'est notre façon d'être au monde. Produire des récits,

c'est notre façon de partager notre perception subjective du réel avec d'autres. Si vous voulez raconter ce que vous avez vécu dans la journée avec toute la subjectivité de votre regard et de votre sensibilité, vous allez raconter une histoire. Ce ne sera pas la réalité exacte, ce sera votre point de vue sur quelque chose qui s'est passé. Vous allez éclairer les faits avec votre regard, vous allez les ordonner, en général avec un début, un milieu, une fin. C'est une histoire ! Et ces histoires-là, elles baignent notre existence personnelle mais aussi notre existence collective. Toutes les grandes organisations humaines, qu'elles soient religieuses, économiques ou politiques sont des histoires, ce sont des fictions. Au sens étymologique du terme, des fictions sont des choses qui ont été élaborées. Par exemple, le système capitaliste, les religions monothéistes ou les monarchies, ce sont des inventions des humains, ce sont des récits.

Ce qui me paraît important aujourd'hui, c'est de comprendre que nous vivons dans des récits et qu'ils peuvent être changés. Si les humains les ont élaborés, d'autres humains peuvent en élaborer d'autres. C'est fondamental parce que les récits dans lesquels nous vivons conditionnent nos comportements. Ils influent sur nos façons de nous habiller ou de nous alimenter, ils ont un impact sur notre façon de relationner avec d'autres mais aussi sur notre sexualité, notre rapport à la mort ou notre survie monétaire, par exemple. On le constate facilement quand on pense aux religions mais l'argent aussi, c'est une fiction. Elle conditionne notre vie de façon extraordinairement puissante ! Si demain, je vous disais que vous n'avez plus besoin d'aller gagner de l'argent pour vivre, vous ne vivriez plus du tout de la même façon. C'est un récit qui est extrêmement structurant.

Si on veut construire un monde plus soutenable, plus juste, il faut construire un récit qui l'accompagne. Il faut que nous soyons d'abord capables d'imaginer à quoi ce monde pourrait ressembler. Des récits purement fictionnels ont inspiré un certain nombre de réalisations dans le monde tangible. C'est parce que Jules Verne a écrit *De la terre à la lune* en 1830 qu'un jour des humains ont eu l'idée de rendre cela possible, de construire des fusées et d'investir des moyens pour aller vraiment sur la lune.

Aujourd'hui, il est donc essentiel de construire des récits positifs et d'inciter un maximum de personnes à participer à ce mouvement de changement écologique.

Au-delà de récits positifs, il nous faut des récits qui nous aident à imaginer une civilisation qui soit soutenable. Après la Seconde Guerre mondiale, les Américains ont répandu l'*american way of life* à travers des séries, des bandes-dessinées et des publicités. C'étaient des outils, des médias pour véhiculer leur récit du monde qu'ils voulaient imposer. Aujourd'hui, si nous voulons qu'il y ait une forme d'*ecological way of life* ou de *social way of life*, il faut des dizaines, des centaines de séries, de films, de bande dessinées, de récits, d'histoires qui nous aident à nous projeter. C'est ce que dit Rob Hopkins. Nous vivons une forme de crise de l'imagination. Une blague dit que c'est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme. Cela montre bien que nous avons un problème d'imaginaire.

Pensez-vous qu'à notre échelle, nous pouvons aussi contribuer à changer ce récit ?

**« CE QUI ME
PARAÎT IMPORTANT
AUJOURD'HUI, C'EST
DE COMPRENDRE
QUE NOUS VIVONS
DANS DES RÉCITS
ET QU'ILS PEUVENT
ÊTRE CHANGÉS
(...) »**

À chaque fois que vous mettez en œuvre quelque chose de différent dans la façon dont vous vivez, vous produisez un récit. Les récits ne sont pas que des livres ou des films. Quand nous avons tourné *Demain*, nous avons filmé des gens qui proposaient d'autres récits d'agriculture, d'autres récits de création monétaire, d'autres récits démocratiques ou de l'éducation. Toutes ces initiatives-là sont des récits en actes. Si demain, vous prenez la décision de vous passer de voiture, vous construisez un petit récit. Vos proches vont peut-être vous dire « Comment cela ?

Tu n'as plus de voiture ? Comment fais-tu ? », « J'ai un vélo électrique en fait », « Il est à combien de temps ton travail ? », « Il est à dix kilomètres », « C'est loin ? », « En fait, 10 kilomètres en vélo électrique, cela se fait facilement », « Ah bon, et quand il pleut ? », « Ben, je mets une cape de pluie », « Et quand il fait froid ? », « Je mets un pull et des gants »... La façon dont nous vivons et dont nous interagissons avec les autres, tout cela participe à cette transformation culturelle. Cela participe à construire de nouveaux récits. 

rtbf
VIVACITÉ

Par les Sérésiennes
et Sérésiens

LA PARADE DES

Fieris Féeries

Seraing

Dimanche
4 OCTOBRE
2026

Départ à 16h
de l'école
polytechnique



www.fierisfeeries.be - facebook.com/FierisFeeries

une organisation du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège
et du Centre Culturel de Seraing avec le soutien de



2 heures de CPC : Un choix éclairé !

Depuis la rentrée 2017-2018, tous les élèves des écoles officielles suivent obligatoirement un cours d'une heure de philosophie et citoyenneté (CPC) par semaine. Les parents – ou les élèves s'ils sont majeurs – peuvent également opter pour une deuxième heure de CPC ou choisir l'un des cours actuels de religion ou de morale non-confessionnelle.

Cette organisation ne concerne toutefois que l'enseignement officiel et le libre non confessionnel. L'enseignement libre n'est pas tenu à cette obligation. Les cours de religion y restent obligatoires tandis que l'éducation à la philosophie et la citoyenneté (EPC) est distillée dans les différents cours de la grille-horaire.

Le Centre d'Action Laïque, à l'instar de nombreuses actrices et acteurs de l'enseignement, plaide depuis de nombreuses années pour l'instauration de deux heures de ce cours, pour tous les élèves, quel que soit le réseau qu'elles ou ils fréquentent; une revendication rappelée encore récemment par André Grenier, administrateur général de Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) et par Sébastien Schetgen, administrateur délégué du Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS).

L'objectif est clair : offrir à chaque jeune un véritable espace pour apprendre à penser par lui-même, débattre, comprendre le monde, exercer son esprit critique, analyser les informations, appréhender les institutions démocratiques et réfléchir aux grands enjeux de société. On le conçoit aisément : consacrer une seule heure à ces enjeux est largement insuffisant.

Dans un contexte marqué par la polarisation du débat public, la désinformation, le repli identitaire et le complotisme, donner aux élèves des outils de compréhension du monde et des leviers d'action citoyenne est pourtant essentiel. La situation actuelle est par ailleurs difficilement tenable : les enseignants doivent jongler avec des horaires éclatés, des déplacements incessants et des groupes d'élèves fragmentés, tandis que les directions doivent composer avec des contraintes organisationnelles souvent absurdes.

Un cours dont la fréquentation est en constante augmentation

La fréquentation du CPC confirme d'ailleurs l'intérêt croissant pour ce cours. Si à la rentrée 2018-2019, la deuxième heure de CPC était choisie par 12 % des parents en primaire et 15 % en secondaire, elle est aujourd'hui de 23 % en primaire comme en secondaire. Ces chiffres ne reflètent cependant que partiellement la réalité de l'enseignement officiel puisqu'ils intègrent les données de l'enseignement catholique dont, rappelons-le, les élèves ne fréquentent que le seul cours de religion catholique. Ces chiffres de fréquentation illustrent ainsi que, lorsque le choix existe réellement, les familles se tournent de plus en plus vers le CPC. Il devient un choix éclairé.



Une ouverture ?

Si dans la Déclaration de Politique Communautaire, la majorité MR-Engagés évoquait une adaptation du CPC, intégrant notamment le dialogue interconvictionnel et l'histoire des courants religieux, plus récemment, la Ministre Valérie Glatigny a exprimé sa volonté de rendre cette deuxième heure de CPC obligatoire dans l'enseignement officiel, tout en rendant optionnels les cours de religion et de morale. « Il devient urgent de revoir l'organisation du cours de CPC en

raison de problèmes organisationnels et pédagogiques largement remontés du terrain. Une heure de CPC par semaine est insuffisante pour développer l'esprit critique et atteindre les attendus du référentiel », précise un communiqué de son cabinet (Voir *Le Soir* du 17 avril 2026).

Gageons qu'elle bénéficie d'une d'influence plus déterminante dans les débats que Caroline Désir, ministre de l'éducation qui, durant la précédente législature, pourtant forte d'une résolution parlementaire en 2021 qui recommandait précisément l'instauration de ces deux heures, y avait renoncé en raison de la difficulté, notamment, de dégager un consensus politique suffisant. 



À vos agendas!

Des rendez-vous à venir

- Exposition **Illusions. Vous n'allez pas y croire ! à Charleroi** jusqu'au 30 octobre 2026 au Campus de l'ULB à Charleroi-Parentville
- Exposition **Résister, témoigner, dessiner** jusqu'au 23 août à La Cité Miroir --> www.citemiroir.be
- Exposition **Spirou dans la tourmente de la Shoah** jusqu'au 20 septembre 2026 à La Cité Miroir --> www.citemiroir.be
- Événement **Solidariday** le 23 août à Herstal --> www.solidariday.be
- Festival **Les Solidarités** du 4 au 6 septembre 2026 à Namur --> www.lessolidarites.be
- Événement **Retrouvailles** les 5 et 6 septembre au parc de la Boverie à Liège --> www.retrouvailles.be
- Événement **Libres, ensemble jeunesse 2026** le 12 septembre à Marche -en-famenne --> www.libresensemblejeunesse.be
- Événement **Parade des Fieris Féeries à Seraing** le 4 octobre dès 16h à Seraing --> www.fierisfeeries.be

Retrouvez ces rendez-vous et beaucoup d'autres en ligne sur :

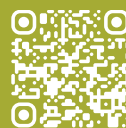
www.laiciteliege.be

En commun

La revue trimestrielle de la laïcité
en province de Liège

À chaque numéro, **En commun** propose un espace de réflexion, d'actualité et de débat autour des questions de société chères au mouvement laïque en Belgique francophone. Éditée par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, la revue est alimentée par le travail de chercheuses et chercheurs et par des personnes engagées dans le progrès de la société et dans les valeurs de liberté, de solidarité et d'émancipation pour toutes et tous.

Retrouvez
la revue
en ligne



www.laiciteliege.be/en-commun

*Vous avez fini
de me lire ?*

*Passez-moi à vos
collègues, ami·es
ou proches !*



www.laiciteliege.be

Souvent jugée à travers des clichés contradictoires – désengagée et individualiste ou au contraire créative, lucide et audacieuse –, la jeunesse est en réalité plurielle et complexe, invitant la société à remettre en question ses certitudes. Ce numéro d'*En commun* lui est consacré. Il explore diverses réalités en Wallonie et à Bruxelles : la précarité étudiante, l'impact de la hausse du minerval, la santé mentale des jeunes, les mutations du rapport à l'information et à la politique, le rôle des jeunes aidants proches ou encore l'engagement citoyen. À travers témoignages et analyses, se dessine une génération confrontée à un monde qui vacille. *En commun* interroge ici ce que nos sociétés exigent de leur jeunesse et ce qu'elles devraient, au contraire, lui garantir. 



Revue éditée par le **Centre d'Action Laïque de la Province de Liège**
En ligne : www.laiciteliège.be/en-commun



ISSN : 3118-4103



Gratuit